



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

SOMMAIRE KAZAKHSTAN

HISTORIQUE.....	3
1) Histoire pré soviétique	3
2) La période soviétique : une terre d'exil et de persécutions.....	4
3) Les premières années de l'indépendance (1991-1998) : un Etat en mal d'identité.....	4
4) Un régime autoritaire et corrompu	6
5) Un énorme potentiel économique.....	8
6) La recherche d'une reconnaissance internationale	10
FICHE PAYS	12
I. Situation générale	12
II. Economie.....	13
III. Population	14
1) Démographie.....	15
2) Groupes ethniques.....	15
3) Femmes.....	18
4) Enfants	19
IV. Langue	19
V. Education	20
1) Généralités	20
2) Structure.....	21
VI. Religion	21
1) Les Musulmans	22
2) Les Chrétiens.....	23
3) Les Juifs	23
4) Les Hindouistes.....	23
5) Autres communautés.....	23
VII. Médias	24
1) Publications.....	25
2) Radio et Télévision	26
VIII. Structure politique.....	27
IX. Elections	28
1) Système électoral	28
2) Résultats des élections.....	29
X. Partis politiques.....	30
XI. Syndicats.....	38
XII. Associations et groupes de défense des droits de l'Homme	38
XIII. Justice.....	39
1) Généralités	39
2) Structure.....	40
3) Peine de mort	40
4) Loi d'amnistie	41
5) Homosexualité.....	41
XIV. Service militaire.....	41
XV. Forces de sécurité.....	42
XVI. Agents de persécution.....	43
XVII. Détention et torture.....	43
1) Législation et pratique.....	43
2) Conditions de détention.....	44
3) Torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants	44
XVIII. Groupes à risque.....	45
XIX. Réfugiés	47

1) Accueil dans le pays.....	47
2) A l'extérieur du pays.....	48
XX. Documents d'identité et déplacements	49
CHRONOLOGIE.....	51
BIBLIOGRAPHIE	61
1) Sources.....	61
2) Ouvrages	61
3) Usuels.....	61
4) Revues.....	61
5) Rapports	61
6) Presse	62
7) Contacts.....	62
8) Sites Internet	62

Historique

1) Histoire pré soviétique

Les steppes d'Asie centrale, au cœur de la confédération scythe puis de l'empire des Huns, constituent l'un des axes de la « Route de la soie ». **Les Kazakhs¹ sont nés du métissage des Mongols et des tribus nomades turques**, qui émigrent au V^{ème} siècle vers le sud de la Sibérie et la Mongolie et dominent la région à partir du VIII^{ème} siècle. Les Kazakhs se rassemblent sous l'impulsion d'Alach Khan et occupent les steppes au XII^{ème} siècle. L'islam est introduit à cette époque, mais le nomadisme séculaire lui laisse peu de prise, jusqu'à l'arrivée des mollahs tatars itinérants lesquels, au XVII^{ème} siècle, propagent une certaine forme de soufisme et ne détournent que superficiellement la population du chamanisme qu'elle pratique (les Kazakhs, qui ne seront convertis complètement à l'islam qu'au début du XIX^{ème} siècle, n'ont pas la réputation d'être de fervents musulmans). La région est absorbée au début du XIII^{ème} siècle par l'**empire mongol de Gengis Khan**. Dès la seconde moitié du XV^{ème} siècle, les premiers *khanats* (Etats) kazakhs se forment, mais sans constituer d'entité politique unie. A la fin du XVI^{ème} siècle ceux ci se partagent en **trois entités politiques autonomes, les hordes** (appelées aussi *jouzes*), chacune sous la direction de son propre *khan* (chef) : la Grande Horde (*Ulu Zhuz*) contrôlait le sud-est de la région entre le lac Balkhach et la mer d'Aral, la Horde Moyenne (*Orta Zhuz*) la zone centrale, et la Petite Horde (*Kishi Zhuz*) le nord de la mer Caspienne. Ces hordes étaient elles-mêmes composées d'unités tribales, claniques ou familiales dirigées par un *khan*.

Les guerres incessantes et le système féodal freinent le développement des hordes et affaiblissent leur capacité de défense contre les Ouzbeks, les Chinois, les Mongols et les Kalmouks de la Volga. Les *khanats* se tournent alors vers les Russes qui avaient commencé leurs incursions au XVI^{ème} siècle. La Petite Horde se place sous leur protection en 1731, la Horde Moyenne en 1740 et la Grande Horde en 1742. **Les Kazakhs sont intégrés définitivement à l'empire des tsars en 1873** au sein du Turkestan, après la soumission du *khanat* de Khiva. La Russie parachève sa conquête en supprimant le système des *khans* et en édifiant deux lignes de fortifications dominées par les forteresses de Vernyi, aujourd'hui Almaty, bâtie en 1854, et d'Akmola, aujourd'hui Astana, pour empêcher l'incursion des nomades sur son territoire. Aux Cosaques ont succédé les paysans ukrainiens et russes, que l'abolition du servage en 1861 a contraint à la recherche de terres inoccupées, les Allemands de la Volga, d'innombrables proscrits politiques et les Polonais insurgés contre le régime tsariste. Entre 1889 et 1914, plus d'un million de paysans slaves s'établissent dans le nord du Kazakhstan. Les tensions suscitées par la question agraire et la mobilisation des Kazakhs déclenchent la révolte de 1916, durant laquelle plusieurs milliers de colons européens sont tués. Une sévère répression s'en suit et près de 300 000 Kazakhs sont expulsés vers l'actuelle province chinoise du Xinjiang. En novembre 1917, Ali Khan Boukeï, dirige un éphémère gouvernement nationaliste et demande l'autonomie du Kazakhstan, ou « pays des Kazakhs ».

¹ Nommés ainsi par les Turcs d'Asie centrale ; le terme « kazakh », d'ordre social plus qu'ethnique, signifie alors « guerrier nomade rebelle », « homme libre », « exilé », ou « brigand ».

2) La période soviétique : une terre d'exil et de persécutions

Après la victoire de l'armée rouge en 1919-1920 sur les troupes russes contre-révolutionnaires réfugiées dans la steppe, les Soviétiques prolongent la politique tsariste d'implantation russe en écrasant les rébellions locales. Dès la création en août 1920 de la *République socialiste soviétique autonome des Kirghizes (RSSA)*, laquelle englobe la région kazakhe, les frontières nord de cette nouvelle unité administrative sont contestées par les communistes russes de Sibérie. La *RSSA du Kazakhstan* est créée en 1925 et la forteresse de Viernyi est en 1929 sa capitale, sous le nom de Alma-Ata. En 1936 le Kazakhstan est promu au rang de République fédérée et devient la *République socialiste soviétique du Kazakhstan*.

Sur ces terres peu peuplées, les colons deviennent majoritaires dès 1920 : les Kazakhs ne forment alors que 46% des cinq millions d'habitants de la République. La main-d'œuvre industrielle, requise tant par l'exploitation des gisements de matières premières que par les déplacements d'industries pendant la guerre, est essentiellement russe. La région continue d'être **un lieu de relégation des peuples « punis » sous Staline** en 1943-1944 : plus de 100 000 Polonais, 360 000 Russes et Ukrainiens d'origine allemande, 510 000 personnes originaires du Caucase accusés par le régime d'intelligence avec l'ennemi et près de 540 000 citoyens soviétiques évacués des zones de combat s'installent dans la République, accentuant encore son caractère pluriethnique. La politique de sédentarisation forcée des nomades, la collectivisation des terres, la terreur ainsi que l'industrialisation forcée des années 30 et 40 ont fait périr entre 1 et 1,7 million de Kazakhs et en contraignent 1 million à l'exil, en particulier vers la Chine. **La culture et le mode de vie kazakh disparaissent progressivement.** Le développement agricole et industriel du nord de la République provoque un nouvel afflux de Russes. A l'issue de la campagne d'exploitation des terres, lancée en 1954, qui a entretenu ce flux migratoire jusqu'au milieu des années 60, **les Kazakhs ne forment plus que 29% de la population en 1962.** La répression envers les indépendantistes kazakhs achève de faire de ce peuple, lequel n'a que la poésie épique orale pour soutenir sa culture, le plus russifié d'Asie centrale. A la fin des années 1980, 40% des Kazakhs ne parlent plus leur langue, laquelle n'est celle de l'instruction que pour 17,6% des étudiants. Les nombreux mariages avec les Russes sont considérés comme accentuant encore davantage cette acculturation.

Les manifestations du 16 décembre 1986 à Alma-Ata, consécutives à la nomination du Russe Guennadi Kolbine au poste de premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan en remplacement du Kazakh Dinmoukhamed Kounaev qui exerçait ces fonctions depuis 1957, marquent le réveil national du peuple kazakh. **Noursoultan Abichevitch Nazarbaiev** accède à la tête du Parti communiste du Kazakhstan en juillet 1989. Paysan kazakh né en 1940 et issu de la Grande Horde, il se fait remarquer dans l'art de la lutte traditionnelle avant d'entrer au PCUS. A l'issue d'une carrière classique dans l'appareil du parti, il devient Premier ministre en 1984 puis secrétaire du parti en 1989. Il est l'un des principaux soutiens de la *perestroïka* de M. Gorbatchev.

3) Les premières années de l'indépendance (1991-1998) : un Etat en mal d'identité

Le Kazakhstan proclame sa souveraineté le 25 octobre 1990 et le Soviet suprême est dissous. Nazarbaiev, qui avait été élu président de la République par le Soviet suprême en avril 1990, est confirmé dans ses fonctions par près de 95% du corps électoral lors des premières

élections au suffrage universel, le 1^{er} décembre 1991, où il est l'unique candidat. Le Kazakhstan est la dernière république d'Asie centrale à proclamer son **indépendance, le 16 décembre 1991**. Le nouvel Etat adopte sa première Constitution en janvier 1993. La liberté de parole et de réunion est accordée à tous les kazakhstanais², à l'exception des « extrémistes nationalistes », tant russes (en particulier les cosaques, qui souhaitent former un Etat indépendant ou rejoindre la Russie) que kazakhs (les ultranationalistes kazakhs qui veulent mettre fin à l'influence russe et à l'usage de la langue russe), dont les activités susceptibles de fomenter des troubles interethniques ou religieux sont interdites. La grande hantise des autorités est en effet une guerre civile ou une sécession d'une partie du pays, le nord, peuplé en majorité par les Russes et les Ukrainiens, plus industrialisé et plus riche, que le sud, majoritairement kazakh, rural et peu développé économiquement.

Le pays compte alors 17 millions d'habitants, les Russes constituant 41% de la population devant les Kazakhs (38%). Ces derniers doivent partager avec d'autres un passé qu'ils cherchent à se réappropriier et font face à la culture russe, anciennement dominante, laquelle doit elle aussi composer avec la nouvelle réalité politique. Les premières mesures prises par le gouvernement consistent, outre à s'engager avec pragmatisme dans une transition douce vers l'économie de marché, à assurer la prééminence des Kazakhs dans la nouvelle structure administrative et politique et à développer la langue kazakhe en lieu et place de la langue russe : c'est la **politique de kazakhisation du pays**. La priorité donnée aux kazakhophones dans l'administration publique et la maîtrise de la langue éponyme deviennent deux éléments clé de la consolidation nationale. A la fois linguistique, ethnique et socioprofessionnelle, cette kazakhisation est autant destinée à amoindrir les prétentions des zones majoritairement peuplées de Slaves qu'à marquer une volonté de réappropriation du territoire. Le pays entreprend aussi de réécrire son histoire nationale, ce qui entraîne de nombreux changements toponymiques et onomastiques (en 1992, la capitale, Alma-Ata, reprend l'ancien nom turc qu'elle portait avant la conquête russe : Almaty). L'une des décisions les plus controversées du gouvernement pour affirmer sa souveraineté dans les zones septentrionales du pays a été de transférer la capitale d'Almaty vers Akmola, rebaptisée Astana³, beaucoup plus au centre du pays et adjacente à la zone de peuplement slave, en consacrant d'énormes fonds à la construction de la nouvelle ville. Ce transfert rompt avec le passé dans la mesure où Almaty était la capitale désignée par Moscou. Cette mesure, même si elle pèse lourdement sur une économie déjà très éprouvée, permet aussi un rééquilibrage avec les régions de l'ouest qui disposent des principales ressources pétrolières du pays. Cette kazakhisation de l'Etat va à l'encontre de l'idée d'une citoyenneté kazakhstanaise, dans laquelle la nation kazakhe ne serait qu'un élément parmi d'autres. Les refus du Parlement d'accorder à la langue russe le même statut qu'au kazakh et aux Russes la double citoyenneté ainsi que l'arrestation d'activistes russes et cosaques encouragent le départ de la population russe. La situation se détériore à nouveau à la suite des débats sur la nouvelle loi sur les langues, votée en 1997, laquelle, même si elle ne régleme pas l'usage des langues dans la vie privée, renforce le rôle de la langue kazakhe dans l'administration et les institutions judiciaires, tout en n'empêchant pas l'utilisation du russe. Cette loi est symptomatique de la politique de Nazarbaiev lequel, tout en mettant en place la kazakhisation de la société, évite malgré tout une polarisation russo-kazakhe susceptible de déstabiliser le pays et l'éveil de l'animosité de son puissant voisin par

² Contrairement au terme « Kazakh » faisant maintenant référence à un groupe ethnique spécifique, celui de « kazakhstanais », employé par les spécialistes, se rapporte à l'ensemble des habitants du pays.

³ « Capitale » en kazakh.

une politique discriminatoire trop flagrante. **On estime qu'entre 1991 et 1998, quelque 1,6 million de personnes, essentiellement des Russes, quittent le pays.** Parallèlement, le retour continu des Kazakhs de l'étranger, environ 215 000 en provenance des autres pays de la CEI et de la Mongolie, et leur forte natalité font progresser leur part dans la population totale à 53,8% en 1999.

« Le Kazakhstan est véritablement la synthèse entre l'Orient asiatique et l'Occident, puisqu'il porte en son sein les deux souches ethniques distinctes : la russe et la kazakhe, deux systèmes culturels différents : l'orthodoxie rescapée de l'athéisme, l'islam digéré par le chamanisme. Pour l'heure, c'est la souche kazakhe qui a pris les commandes, toute la question étant de savoir dans quelle mesure elle va réussir à faire la part de ses identités multiples »⁴.

4) Un régime autoritaire et corrompu

Les premières élections parlementaires de mars 1994, contestées par les instances internationales, accordent la majorité au parti de Nazarbaïev. L'été suivant, face à la détérioration de la situation économique, l'opposition rejette les propositions du gouvernement de réduire les dépenses sociales et vote une motion de censure. La crise politique s'aggrave au début de l'année 1995 avec la décision de la Cour constitutionnelle d'invalider les élections législatives de mars 1994 pour irrégularités. Nazarbaïev dissout le parlement en mars 1995 et se dote de pouvoirs spéciaux afin de légiférer par décrets et, suivant une pratique courante en Asie centrale, organise un référendum le 29 avril 1995 adopté par 95% des voix, pour prolonger son mandat jusqu'en décembre 2000. Le régime politique se transforme encore davantage en une **république présidentielle autoritaire** avec l'adoption le 30 août 1995, par un nouveau référendum (89% des voix), d'une nouvelle Constitution. Celle-ci accorde au chef de l'Etat un plus large contrôle sur le gouvernement, le droit de dissoudre le parlement en cas de succès d'une motion de censure et le pouvoir de nommer les juges ainsi qu'une partie des sénateurs. Par ailleurs, en octobre 1998, le mandat du président est porté de 5 à 7 ans, la limite à deux mandats est abolie et celle de l'âge des candidats (65 ans) est supprimée. Enfin, en juin 2000, Nazarbaïev obtient du parlement une loi constitutionnelle portant sur ses « pouvoirs spéciaux » après la fin de son mandat présidentiel, prévu pour 2006, date à laquelle il devrait céder sa place si la Constitution n'est pas une nouvelle fois modifiée d'ici là. Cette loi lui confère des droits politiques et juridiques à vie et lui garantit l'immunité contre toute action passée ou à venir.

Les divisions au sein de l'opposition et le harcèlement de celle-ci par le pouvoir, ainsi que le contrôle à 80% des médias audiovisuels par les proches du président, ont permis que ce renforcement du pouvoir présidentiel passe sans trop de protestations. L'opposition, essentiellement formée de personnes issues des rangs du pouvoir ou des institutions (parlementaires, intellectuels) a été active dans les premières années d'indépendance, mais elle a ensuite manqué de capacité d'organisation. S'il perdure dans le pays une vie politique animée et un débat pluraliste, on assiste durant la fin des années 1990 à une crispation certaine des autorités, lesquelles restreignent la liberté d'expression et usent de méthodes électorales contestables. Le symbole en est Akejan Kajegouldine, Premier ministre écarté pour fautes administratives en 1997, qui n'a pu se présenter contre Nazarbaïev lors de l'élection

⁴ POUJOL Catherine, « Le Kazakhstan », Que sais-je ?, PUF, Paris, p.124.

présidentielle anticipée du 10 janvier 1999 et a dû se réfugier aux Etats-Unis. Les élections parlementaires d'octobre 1999, remportées par les partis pro-gouvernementaux malgré l'union des principaux partis d'opposition sous la bannière du Front populaire ont été entachées de nombreuses irrégularités selon l'OSCE. Cette mise au pas des partis d'opposition s'accompagne de celle des journaux indépendants (depuis 1999, des journalistes ont été attaqués, menacés de mort et quelques uns ont été emprisonnés). Elle s'apparente aussi à une volonté de se protéger de la pression réformiste et renvoie à l'héritage transmis par l'URSS. Pour de nombreux observateurs, l'appareil étatique kazakhstanaï et son fonctionnement n'ont en effet guère changé depuis l'époque soviétique. L'omnipotence de l'Etat dans la vie sociale et politique du pays est incontestable. Le caractère plus autoritaire du régime a eu pour leitmotiv d'éviter le séparatisme russe, puis de permettre la consolidation de l'Etat et maintenant de lutter contre la montée du fondamentalisme musulman.

Malgré cette reprise en main engagée par Nazarbaïev, qui se présente comme un leader modéré, un « père de la nation » au-dessus des batailles politiciennes, menant d'une main sûre le pays pour qu'il devienne une puissance régionale prospère, le Kazakhstan n'en connaît pas moins un jeu politique plus ouvert que les autres pays d'Asie centrale. Ainsi, plusieurs membres du gouvernement, des parlementaires et des hommes d'affaires, lesquels appartiennent à la génération d'après l'indépendance et font partie des réseaux complexes unissant appareil d'Etat et milieux d'affaires, créent en novembre 2001 le parti Choix démocratique du Kazakhstan (CDK). Ils s'opposent à la monopolisation croissante du pouvoir économique par la famille du président, critiquent publiquement les pouvoirs exorbitants de Rakhat Aliev, le très influent gendre du président, numéro deux du Comité de la sécurité nationale (KNS) et arrivent à obtenir son renvoi. « La plupart des Kazakhs, conscients de connaître un sort meilleur que celui de leurs voisins ouzbeks, kirghizes ou tadjiks, (...) voient avant tout les nombreux résultats positifs de dix ans de pouvoir de Nazarbaïev : une situation économique stabilisée, l'absence d'arriérés de salaires ou de retraites, de violences interethniques ou religieuses, et une attitude ouverte du gouvernement, au moins pour tout ce qu'il ne juge pas stratégique pour lui »⁵.

Le principal mal du post-soviétisme est l'**omniprésence de la corruption**. Le pouvoir politique, l'administration, la police et le monde des affaires sont liés. La corruption des fonctionnaires est un problème endémique au Kazakhstan, où elle bénéficie d'une impunité généralisée. Les années troubles de 1993 à 1997, celles des privatisations et de la signature des grands contrats pétroliers, ont été l'occasion du versement d'importants pots-de-vin des responsables locaux aux plus hautes autorités de l'Etat. Les enquêtes ouvertes en Suisse et aux Etats-Unis sur la corruption entourant des contrats passés avec des entreprises occidentales ont révélé fortuitement fin 2001-début 2002, après la publication par un tribunal suisse d'un rapport sur la corruption dans l'industrie pétrolière kazakhe adressé au Département de la justice américain, l'existence d'une somme d'environ 810 millions d'euros de pots-de-vin versés à Nazarbaïev et à son entourage et secrètement détenue par le gouvernement dans une banque suisse. Cette affaire, connue sous le nom de « Kazakhgate », est relancée le 4 avril 2002 par le Premier ministre de l'époque, Imangaly Tasmagambetov lorsqu'il confirme après de nombreux démentis l'existence de ce compte bancaire. En avril 2004, Zamanbek Nourbaïev, ancien ministre et personnalité politique influente, dépose plainte contre le

⁵ « Le courrier des pays de l'Est » (La documentation française), « Kazakhstan 2000-2001, succès économiques et consolidation du pouvoir », Tatiana Romon, n° 1020, novembre-décembre 2001.

président pour corruption et demande que ce dernier quitte ses fonctions durant la durée du procès prévu prochainement aux Etats-Unis.

L'appartenance clanique et les réseaux de type traditionnel ou clientéliste, basés sur la provenance régionale et recoupant les hordes, constituent la base du fonctionnement social et jouent un rôle primordial dans la vie politique kazakhe. Ils ne semblent cependant pas avoir su se structurer et sont moins importants que les enjeux économiques. En quatorze ans d'indépendance, une élite relativement restreinte de politiciens et d'hommes d'affaires s'est appropriée des pouvoirs économiques et politiques énormes accentuant ainsi les disparités avec le reste de la population. A la tête de cette élite, Nazarbaïev, l'une des plus importantes fortunes mondiales, et son clan règnent sur de larges parts de l'industrie, du commerce et des médias. Il a fondé une véritable **dynastie familiale**. Sa fille aînée, Dariga, considérée comme son successeur potentiel, contrôle à elle seule, directement ou non, la quasi-totalité des médias audiovisuels et une partie de la presse écrite. Son époux, Rakhat Aliev, désormais ambassadeur en Autriche et auprès de l'OSCE, dirige de nombreuses affaires commerciales. La deuxième fille du président, Dinara, est l'épouse du principal oligarque du pays, Timour Koulibaïev qui possède un vaste empire financier et a un poste stratégique dans le secteur pétrolier (il est le directeur d'une immense holding d'Etat, TransNeftGas, créée en mai 2001 avec laquelle tous les exportateurs de pétrole doivent négocier). Sa fille cadette, divorcée d'Aïdar Akaïev, le fils du président du Kirghizstan, s'est remariée récemment à un oligarque kazakh. A. Kajegueldine n'a lui-même pas caché s'être enrichi durant cette période. Malgré un énième plan de lutte contre la corruption adopté en octobre 2000, le Kazakhstan est 100^{ème} sur 133 pays dans le classement 2003 de Transparency International. Par ailleurs, selon des informations données par la presse, la fuite des capitaux aurait concerné jusqu'à 1 milliard de dollars par an depuis l'indépendance. Grâce à une loi d'amnistie à l'égard des coupables d'évasion fiscale, votée par le Parlement en mars 2001 et supposée tourner la page du passé, environ 480 millions de dollars non déclarés ont été rapatriés et déposés dans les banques du pays entre juin et juillet 2001 et réintégrés dans l'économie nationale.

5) Un énorme potentiel économique

Durant la période soviétique, seules l'agriculture, les ressources minières et la métallurgie étaient presque exclusivement développées car Moscou privilégiait la Sibérie. Après le démembrement de l'URSS, l'indépendance économique du pays a été hypothéquée par l'insuffisance de son industrie de transformation et par son enclavement, les plus importantes voies de communication extérieure transitant par la Russie. La production pétrolière a décliné au cours des années 1990 essentiellement parce que la technologie soviétique ne permettait pas d'exploiter de façon adéquate ces gisements et que Moscou refusait la construction de nouveaux pipelines, notamment dans la Caspienne, assurant ainsi la dépendance du Kazakhstan pour ses exportations vers l'Occident. Le passage du système communiste au système libéral a de surcroît amené à la fermeture d'une grande partie des entreprises soviétiques. Dans le secteur agricole, la production s'est effondrée par manque de moyens. **La crise économique est ainsi apparue aussitôt après l'indépendance** avec l'augmentation du chômage et l'accumulation de salaires et pensions non payés. Syndicats et partis politiques ont organisé de nombreuses manifestations, autorisées ou non, de 1996 jusqu'au début de l'année 1998. Si une large partie des arriérés ont depuis été payés, les tensions sociales se sont maintenues et les crises asiatique (été 1997) puis russe (été 1998) et la baisse consécutive du

prix du pétrole, dont dépend étroitement le budget, ont exercé un impact négatif sur la situation socioéconomique du pays.

Le Kazakhstan dispose pourtant d'énormes ressources énergétiques : outre ses grandes ressources en minerais (charbon, uranium, chrome...), c'est sans doute la plus grande région pétrolière encore inexploitée avec des réserves prouvées d'au minimum 20 milliards de barils de pétrole et de 65 milliers de milliards de m³ de gaz naturel le long de la mer Caspienne. La steppe produit également d'immenses quantités de blé (1/5^{ème} des terres arables de l'ex-URSS). Ces ressources ont poussé des organismes comme le FMI et la Banque mondiale à prêter au pays des sommes considérables pour privatiser l'industrie et la terre, processus qui fut lancé dès 1991. Les privatisations se sont effectuées en deux temps, d'abord celle des petites entreprises du commerce et des services, lesquelles ont été cédées à leurs employés ou à leur direction, puis, entre 1993 et 1995, celle des moyennes et grandes entreprises, de plus de 200 employés. Les exportations d'hydrocarbures ainsi que la politique monétaire et budgétaire rigoureuse menée depuis 1997 et marquée par une volonté d'indépendance par rapport aux bailleurs de fonds internationaux⁶ ont renversé les indicateurs économiques en 2000 et placé depuis le pays dans le peloton de tête de la CEI. La hausse des exportations a provoqué une croissance de 8,9% du PIB en 2002, alors qu'elle n'était que de 1,7% en 1999. Avec une inflation réduite à 6,6%, les prix à la consommation sont devenus relativement stables. L'équilibre trouvé par Nazarbaïev entre la Russie et l'Occident permet au Kazakhstan de jouir d'une stabilité certaine par rapport aux pays voisins, ce pourquoi le pays attire aujourd'hui plus de 70% des investissements étrangers directs de la région⁷.

Cependant, malgré l'apparition de nombreuses poches de prospérité (Almaty, Astana et les villes proches des gisements pétroliers) une grande partie de la population est exclue des retombées de la manne du développement. Un peu plus d'un quart du pays vit sous le seuil de pauvreté (un million d'habitants n'aurait pas accès à l'eau potable). **Un calme social a néanmoins pu être préservé grâce à la croissance économique**, même si de très forts clivages sociaux sont apparus entre une élite influente de nouveaux riches et le reste de la population, entre urbains et ruraux et entre retraités nostalgiques du régime soviétique et jeunes générations occidentalisées.

L'objectif du programme « Kazakhstan 2030 » de Nazarbaïev est de propulser d'ici là le pays au rang de cinquième puissance pétrolière mondiale. Son modèle est le développement dirigiste de la Malaisie. L'augmentation constante des capacités de production pétrolière et gazière et les réserves dont il dispose peuvent le mettre à terme parmi les plus grands producteurs mondiaux et assurer son avenir, surtout après la découverte en juillet 2000 dans la zone kazakhstanaise de la mer Caspienne du plus vaste gisement mondial offshore, celui de Kashagan⁸. Mais les fragilités structurelles de son économie (dépendance à l'égard du prix des hydrocarbures, insuffisance de sa diversification et de ses restructurations, importants obstacles bureaucratiques, manque d'infrastructures et interpénétration du politique et de

⁶ En remboursant avant terme sa dette de plus de 400 millions de dollars en mai 2000, le Kazakhstan s'est débarrassé de sa tutelle du FMI.

⁷ 15 milliards de dollars depuis 1991, soit proportionnellement bien plus que la Russie, dix fois plus peuplée (25 milliards de dollars).

⁸ Avec sa mise en production probable en 2008, le pays produira 3 millions de barils par jour en 2015, ce qui en fera le 5^{ème} producteur mondial (L'Express, 15 novembre 2004).

l'économique) rendent le Kazakhstan très dépendant d'un ralentissement de la croissance mondiale et de son environnement géopolitique.

6) La recherche d'une reconnaissance internationale

Pivot géostratégique entre la Russie, la Chine et le monde musulman au sud, le Kazakhstan fait en 1991 une entrée remarquée dans l'arène internationale puisqu'il devient à son indépendance la quatrième puissance nucléaire mondiale. Nazarbaïev suscite et exploite l'aide des pays de l'OTAN, américaine en particulier, pour démanteler les 104 missiles balistiques SS 19 et les centaines d'ogives nucléaires, avant de ratifier en décembre 1993 le traité de non-prolifération nucléaire. Sur la scène internationale, dans les domaines de la coopération économique et de la sécurité collective, la stratégie du Kazakhstan est de renforcer l'aspect multilatéral de sa politique étrangère et de participer le plus possible aux organisations régionales et internationales pour contrebalancer le poids de la Russie. Fort de ses succès économiques et de sa stabilité intérieure, la politique « eurasiatique » de Nazarbaïev a pour vocation de faire du Kazakhstan une terre de passage entre les cultures européennes et asiatiques et d'obtenir le statut de puissance régionale.

Des cinq Etats post-soviétiques d'Asie centrale, le Kazakhstan est le plus ouvert et le plus intégré dans les réseaux internationaux en comparaison à ses voisins, soit tentés par le repli sur soi (Ouzbékistan et Turkménistan), soit trop faibles économiquement et instables politiquement (Kirghizistan et Tadjikistan). Le gouvernement mène une politique extérieure équilibrée, ménageant toutes les puissances voisines. Outre la **Turquie**, avec laquelle les relations sont stables et solides, des relations étroites sont maintenues dans les domaines économiques, militaires et politiques avec la **Russie**, cette dernière demeurant le partenaire privilégié, car incontournable. Les relations entre Astana et Moscou se sont détendues depuis le milieu des années 1990. Les deux pays ont résolu leurs divergences quant à l'utilisation du site spatial de Baïkonour, à la délimitation de leurs zones maritimes en mer Caspienne⁹, aux politiques à adopter vis-à-vis de leurs diasporas respectives, ainsi qu'en matière de coopération militaire et de politique étrangère (avec notamment la création de l'Espace économique unique). Le Kazakhstan se montre souvent l'allié le plus fidèle des Russes. Après l'accord de juillet 1996 sur la délimitation de la frontière commune puis sa démilitarisation, les relations avec la **Chine** se sont améliorées grâce à la croissance régulière des échanges commerciaux. La Chine représente aujourd'hui un important partenaire commercial, dont le développement économique pourrait entraîner celui du Kazakhstan. Le traité de délimitation de la frontière entre le Kazakhstan et l'**Ouzbékistan**, question faisant l'objet d'un litige depuis plusieurs années¹⁰, signé le 9 septembre 2002 attribue à chacun des deux pays des parts de territoire pratiquement égales. Ces territoires étant majoritairement peuplés de Kazakhs, le Kazakhstan a offert aux habitants des villages cédés à l'Ouzbékistan des conditions

⁹ Après l'accord de juillet 1998 signé entre la Russie, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan sur les conditions de partage des réserves pétrolières de la mer Caspienne, le Kazakhstan et la Russie ont signé le 13 mai 2002 un protocole définissant les droits respectifs des deux pays sur plusieurs champs off-shore et prévoyant les conditions de l'exploitation en commun de trois gisements pétroliers et gazières situés sur la ligne de partage des eaux.

¹⁰ En décembre 2001, les habitants de deux villages de la zone frontalière, las des discussions concernant leur territoire, proclament leur indépendance. Les responsables sont aussitôt arrêtés par les autorités ouzbèkes puis extradés vers le Kazakhstan.

privilégiées d'immigration. Les violations de la frontière et les incidents, parfois violents, perdurent néanmoins, surtout entre novembre 2002 et septembre 2003.

Les attentats du 11 septembre ont mis l'Asie au cœur de l'actualité, mais les conséquences pour le Kazakhstan n'en ont été qu'indirectes. Nazarbaïev s'est immédiatement rangé dans la coalition antiterroriste et a ouvert son espace aérien à l'aviation américaine mais le pays n'a pas joué de rôle crucial dans la campagne des Etats-Unis en Afghanistan, avec lequel il n'a pas de frontière commune. La position du Kazakhstan sur l'intervention internationale en Irak s'est révélée ambivalente : si l'opinion publique et le gouvernement étaient opposés à toute intervention sans mandat des Nations unies, la participation, d'août 2003 à mai 2004, d'un contingent de 27 hommes auprès des forces de la coalition a marqué, symboliquement, l'importance de la coopération avec les Américains. Le Kazakhstan se veut Etat « tampon » face à la propagation de l'islamisme. Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), qui vise le gouvernement ouzbek mais qui lutte en réalité sur de nombreux fronts, et le Hizb-ut-Tahrir, moins politique et moins militant, qui veut imposer la charia à toute l'Asie centrale, créent de nouvelles menaces pour la sécurité du Kazakhstan. Le gouvernement a renforcé le contrôle aux frontières. Il a doublé le budget de la défense en 2001 ce qui a permis de créer des unités mobiles pour faire face à de possibles attaques du MIO. **Comme dans les Etats voisins, ce renforcement sécuritaire va dans le sens d'une consolidation du pouvoir en place.** En novembre 2000 déjà, le président avait reçu les pleins pouvoirs concernant l'éventuelle utilisation des forces armées kazakhes pour intervenir dans les républiques voisines.

Fiche pays

I. Situation générale

Dénomination officielle : **République du Kazakhstan** (en kazakh, « Qazaqstan Respublikasy », en russe, « Respublika Kazakhstan »).

Drapeau : sur un fond bleu ciel, soleil, oiseau et épi dorés au centre et motif décoratif traditionnel doré en bandeau sur la gauche.

Fête nationale : **16 décembre (indépendance)**. Jours fériés : 1^{er} janvier, 8 mars (jour des femmes), 22 mars (*Naouryz*¹¹), 1^{er} mai, 9 mai, 30 août (Constitution), 25 octobre (République).

Capitale : **Astana**¹² (Almaty, ancienne Alma-Ata, jusqu'en novembre 1997).

Superficie : 2 717 300 km² (grand comme cinq fois la France). C'est le pays le plus étendu d'Asie centrale et le neuvième du monde.

Climat : rigoureux sur la majeure partie du territoire. A part le sud, où domine un climat de type alpin (les montagnes de l'Altaï et du Tien Shan), le pays, constitué pour l'essentiel de déserts (44% du territoire) et de steppes arides (26 %), est dominé par un climat continental, (jusqu'à + 40° durant le court été et – 40° durant le long hiver). Au nord, la steppe est en grande partie cultivable, avec des cultures compatibles avec le gel ; ailleurs, la steppe est aride, sans arbres et sert de zone de pâturage.

Situation : presque totalement enclavé, le pays s'étend du bassin de la Volga aux massifs du Tien Shan, et de l'Altaï jusqu'à la frontière avec la Chine. Il est bordé à l'ouest et au nord par la Fédération de Russie (6477 km de frontière), à l'est par la Chine (1460 km, frontière sur laquelle se trouve le Khan Tengri, haut de 6995 m) et au sud par le Kirghizistan (980 km), l'Ouzbékistan (2300 km), le Turkménistan (380 km) et la mer d'Aral (dont la surface s'est rétractée de 40% depuis le début des années 60 et le niveau des eaux a baissé de 14 mètres en raison notamment du tarissement des fleuves nourriciers). La mer Caspienne le borde au sud-ouest (2320 km de côtes).

Divisions administratives : 17 entités : 14 provinces ou « *oblast* »¹³, 2 municipalités à statut spécial, Almaty et Astana, et Baïkonour, laquelle, d'une superficie de 6717 km² (l'équivalent de deux départements français) a été louée par la Russie au prix de 90 millions d'euros par an jusqu'en 2050 (accord du 9 janvier 2004).

Principales villes : Almaty (1 156 000 habitants en 1999), Karaganda (613 000), Chymkent (400 000), Pavlodar (327 000), Astana (320 000), Oskemen - Ust-Kamenogorsk- (311 000) et Semeï (293 000).

Environnement international : membre de l'ONU, de l'OSCE, du FMI, de la Banque mondiale et de la CEI. Membre de l'*Union économique eurasiatique*, créée en octobre 2000

¹¹Fête du début du printemps, d'origine zoroastrienne.

¹²Akmola a été renommée Astana (« capitale » en kazakh) en mai 1998.

¹³Akmola, Aqtobe, Almaty, Atyraou, Kazakhstan méridional, Kazakhstan occidental, Kazakhstan oriental, Kazakhstan septentrional, Manghystaou, Pavlodar, Karaganda, Qostanaï, Qyzylorda, et Jambyl.

en remplacement de l'*Union douanière*¹⁴, de l'*Organisation de coopération économique* (OCE), laquelle vise à promouvoir les liens économiques et culturels au sein d'un vaste espace musulman, de l'*Organisation de la coopération de Shanghai*¹⁵ (OCS), de la *Communauté économique centrasiatique* (CECA) transformée en décembre 2001 en *Organisation de la coopération centre-asiatique* (OCCA-CACO) et de l'*Espace économique unique*¹⁶ (SES) depuis septembre 2003.

II. Economie

Monnaie : tengue (KZT). Au cours officiel, 1 euro = 149 tengues en 2003 (taux de change relativement stable depuis deux ans).

Taux de chômage : calculé depuis 2002 selon les règles du BIT, il reste stable à 8,2 % (août 2003).

Inflation : 6% en 2003 (13,4% en 2000).

PNB/hab : 2200 US \$ (équivalent de la Russie) en 2004.

PIB : 22,2 milliards de dollars en 2001. Structure : primaire (20%), secondaire (30%), tertiaire (50%).

Croissance : 8,9% de croissance en 2002 et 9,2% en 2003. Près de 9% prévu en 2004 par le FMI.

Les disparités restent très grandes entre régions ainsi qu'entre villes et campagnes, en raison notamment de la très forte concentration géographique des secteurs les plus dynamiques : les régions productrices d'hydrocarbures (partie occidentale du pays, régions de Kyzyl-Orda et de Manghystaou) ont connu des taux de croissance industrielle situés entre 15 et 20 %, en comparaison de ceux relativement faibles dans les zones d'activités traditionnelles (autour de 4-5 % pour les régions du Kazakhstan oriental et de Karaganda, 0,4% pour la région de Pavlodar).

Salaires moyen : 152 euros environ en 2003 (13,6 % d'augmentation par rapport à 2002) ; au premier rang des pays de la CEI, excepté la Russie. Les inégalités régionales transparaissent aussi dans les salaires : ils sont, en moyenne, de trois à quatre fois plus élevés dans les régions pétrolières que dans les autres : ils varient ainsi d'un peu plus de 380 euros dans la région d'Atyraou à un peu moins de 80 euros dans celle d'Akmola ; ceux perçus à Astana et Almaty se situant autour de 170-180 euros. Les secteurs les plus défavorisés en termes de salaires sont la pêche (45 euros) et l'agriculture (environ 50 euros). Le salaire mensuel minimum est d'environ 34 euros (5000 tengues) en 2003. La retraite minimale, après avoir été relevée en juin 2003, est de 37 euros par mois (retraite moyenne en 2003 : 53 euros). Environ 27% de la population vit en 2003 en dessous du seuil minimal de subsistance (35% en 1999).

Le secteur agricole est toujours le premier employeur au niveau national (22% de la population active) et s'il fait vivre 44 % de la population du pays, il ne représente que 20% du

¹⁴La Russie, la Biélorussie, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Kazakhstan se sont dotés d'institutions ayant pour but une intégration progressive jusqu'à la création d'une entité sur le modèle de l'Union européenne.

¹⁵ Avec la Chine, la Russie, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Cette organisation a pour but de régler les litiges frontaliers, de coordonner des actions contre le terrorisme et prévoit l'assistance militaire mutuelle de tous ses membres.

¹⁶ Avec la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. La SES devrait fonder une union douanière et monétaire et rapprocher les politiques économiques de ces pays.

PIB en 2001. L'agriculture, à l'instar de l'industrie lourde, est encore peu restructurée, bien que les exploitations agricoles aient été largement privatisées. 90% des exploitations et environ 80% des terres ont été privatisées dès la mi-1996, les terres restant la propriété de l'Etat, mais pouvant être louées à des personnes privées et exploitées pendant 49 ans maximum (loi sur la privatisation de la terre de janvier 2001). Le 20 juin 2003, un nouveau code foncier est adopté : très impopulaire dans l'opinion publique, il est perçu comme permettant l'accaparement des terres par les groupes industriels et financiers.

La reprise économique, depuis 2000, est essentiellement liée au relèvement des prix internationaux des matières premières, dont le pays est producteur et exportateur : 4 milliards de dollars d'excédent commercial en 2000, alors que la balance commerciale était déficitaire en 1999. Constituant à peu près 30% du PIB, la production de pétrole a augmenté de 16% et celle du gaz naturel, du charbon et des métaux de 20 à 30% en 2000. Le secteur de la construction est aussi en plein boom (grands chantiers à Astana, nouvel oléoduc...). Profitant du maintien des prix élevés sur les hydrocarbures et sur les métaux, d'une hausse de la production agricole et d'une augmentation de la demande en produits kazakhs de la part de l'économie russe, l'année 2001 a connu la plus forte croissance depuis l'indépendance avec un taux de 13,2%. La production industrielle a augmenté d'environ 15% et le commerce extérieur d'environ 50%. Les investissements étrangers et le pétrole continuent depuis à tirer la croissance. La mise en service, le 26 mars 2001, de l'oléoduc long de 1580 km reliant le champ pétrolier de Tengouiz au port russe de Novorossiysk, sur la mer Noire, favorise le désenclavement du pays qui va pouvoir doubler ses capacités d'exportation¹⁷. Ces apports se sont accompagnés d'une hausse des investissements nationaux, en majeure partie des capitaux privés locaux. Cela semble indiquer un retour de la confiance de la population dans l'économie du pays, favorisé par la stabilité de la monnaie nationale, résultat de la politique monétaire très stricte que mène la Banque nationale du Kazakhstan. Le taux de croissance a atteint 8,9 % en 2002 et 9,2% en 2003.

La Russie est le premier partenaire commercial du Kazakhstan, représentant 17% des exportations et 38% des importations kazakhs, mais sa part tend à diminuer devant la Chine, laquelle achète essentiellement de l'acier et du pétrole, et les Etats-Unis, premiers investisseurs directs.

III. Population

Population : 14 953 000 habitants (recensement de 1999).

Estimation juin 2004 : 15 140 000 habitants.

Densité : 5,5 habitants/km².

Indicateur de développement humain¹⁸ : 0,742 : 75^{ème} pays sur 162 (2001).

¹⁷Le Kazakhstan s'est aussi engagé à utiliser l'oléoduc américain allant de Bakou (Azerbaïdjan), jusqu'à Ceyhan (Turquie) via Tbilissi qui devrait être opérationnel fin 2005. La construction du pipeline long de 1400 Kms vers la Chine, lequel alimentera les marchés asiatiques, a aussi débuté en septembre 2004. L'Iran pourrait constituer une solution de rechange, mais les Etats-Unis s'y opposent fermement.

¹⁸IDH : il mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays et comprend trois variables : l'espérance de vie, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'alphabétisation et le taux de scolarisation) et le niveau de vie (PIB/habitant).

Taux de natalité : 13,9 ; taux de mortalité : 9,6.

Indice de fécondité : 2,3.

Population urbaine : 56%.

1) Démographie

L'espérance de vie est de 60 ans pour les hommes et 71 ans pour les femmes et le taux de mortalité infantile est de 20,8‰.

Les conditions sanitaires se sont aggravées avec le départ dans la première moitié des années 1990 de nombreux médecins, essentiellement russes, poussés par des problèmes ethniques et par des salaires dérisoires, avec la diminution du nombre de lits d'hôpitaux et avec la fermeture de nombreux dispensaires de quartiers. Les maladies infectieuses et en particulier la tuberculose sont en recrudescence.

Nombre de médecins pour 1000 habitants : 4,31 (1998).

La base de Semipalatinsk, principal centre pour les essais nucléaires à l'époque soviétique (plus de 400 essais à ciel ouvert) définitivement fermé en juillet 2000, a causé de terribles ravages sur l'environnement et sur la santé de la population locale : le taux de radiation y est encore élevé.

La consommation de drogue s'est propagée avec l'arrivée d'héroïne à bon marché d'Afghanistan. En 2000, il a été dénombré 23 000 procédures criminelles liées au stockage, au transport et à la vente de drogue (le pays est devenu un important point de transit de l'héroïne et de l'opium vers la Russie et l'Europe). Le rapport ONUSIDA de 2004 estime à près de 200 000 le nombre de toxicomanes dans le pays. La hausse de la consommation a entraîné la propagation de nouvelles pandémies, comme le sida et les MST, principalement chez les toxicomanes ; on estime à 300 000 le nombre de personnes à être contaminées par le sida en Asie centrale, dont une majorité au Kazakhstan.

2) Groupes ethniques

Plus d'une centaine de groupes ethniques, constitués parfois de moins de 100 personnes cohabitent au Kazakhstan. Les plus importants sont les suivants :

	1989 (recensement)	1999 (recensement)	2002 (estimations)
Kazakhs	40,1%	53,8%	55,8%
Russes	37,4%	30%	28,3%
Ukrainiens	5,4%	3,7%	3,3%
Ouzbeks	2%	2,5%	2,6%
Allemands	5,8%	2,5%	1,8%
Ouïghours	NC	1,8%	1,5%
Tatars	1,4%	1,4%	
Coréens	0,6%	0,7%	
Polonais	0,4%	0,3%	

Tatars, Coréens, Azéris, Dungsans¹⁹ et Tchétchènes sont les autres principaux groupes ethniques.

Un fort courant d'émigration s'est immédiatement manifesté après l'indépendance. Après avoir obtenu la liberté de mouvement et du fait de la dégradation de la situation économique du pays, les Juifs ont été les premiers à partir, puis, en masse, les Allemands, suivis par les Polonais, les Ukrainiens et enfin les Russes. Ces derniers ont choisi d'émigrer plutôt que de faire face à un avenir incertain, à l'émergence de tendances revanchardes chez les Kazakhs et à la crainte d'un conflit interethnique. On estime à près de 1,6 million de personnes à avoir quitté le pays de 1991 à 1998, essentiellement des Russes. La population du Kazakhstan est passée de 16,2 millions d'habitants en 1989 à 14,9 en 1999. Elle aurait remonté à un peu plus de 15 millions d'habitants à la fin de l'année 2004.

Les **Kazakhs**, un peuple d'origine turco-mongol, sont concentrés dans les régions rurales du sud, peu développées économiquement, et dans les principaux centres urbains. En raison d'un taux de natalité supérieur à celui des Russes, du départ de ces derniers et du retour continu de Kazakhs de l'étranger, la communauté kazakhe est redevenue depuis quelques années seulement le premier groupe ethnique du pays : 53,8% de la population en 1999 et près de 56% en 2002. Environ 5 millions de Kazakhs résident à l'étranger, en Ouzbékistan (1,5 million), en Chine (1,2 million, au Xinjiang), en Russie (région d'Astrakan) et en Mongolie. Le Kazakhstan continue d'encourager le rapatriement de la diaspora kazakhe (cf. chapitre XIX).

Les **Russes**, qui constituent actuellement un peu moins de 30% de la population, entre 5 et 6 millions d'habitants, se trouvent essentiellement dans les régions riches et industrielles du nord du pays, lesquelles jouxtent la Russie, et dans les zones urbaines, particulièrement à Almaty. La majorité d'entre eux ne parle pas le kazakh.

Un accord kazakho-russe de mars 1994 stipule que les Russes du Kazakhstan peuvent obtenir la nationalité russe et les Kazakhs de Russie (environ 1 million) la nationalité kazakhe. En cas de changement de résidence, leur nationalité changera automatiquement. En janvier 1995 un accord portant sur la libre circulation des citoyens des deux pays est signé. Selon l'OSAR²⁰, des accords sont entrés en vigueur en 1999 avec le gouvernement de Russie « aux termes desquels les citoyens des deux pays peuvent revendiquer des droits légaux étendus sur le territoire de l'autre pays. Une naturalisation des citoyens des deux pays vivant sur le territoire de l'autre a ainsi été rendue possible ». Aucune information précise n'a été trouvée concernant la mise en œuvre effective de ces accords.

Depuis l'indépendance, **plus d'1,5 million de Russes ont quitté le Kazakhstan**²¹, dont 500 000 dans les deux ans ayant suivi l'indépendance. Les associations russes jouent un rôle ambigu dans ce départ massif. Si elles veulent le maintien de la population russe dans le nord du pays, qu'elles considèrent comme appartenant historiquement au monde slave, elles aident matériellement et juridiquement les candidats à l'émigration. Les Kazakhstanais d'origine russe rencontrent des conditions de vie difficiles en Fédération de Russie, où ils sont souvent

¹⁹Musulmans chinois émigrés en Russie après les insurrections mandchoues en 1862-1877 : environ 37 000 en 1999, essentiellement installés dans le sud-est du pays.

²⁰OSAR, Information pays, Kazakhstan, janvier 2003.

²¹La vague d'émigration, commune à l'ensemble des pays d'Asie centrale, a débuté durant les années 1970 et s'est accélérée dès la *perestroïka*.

considérés comme des étrangers. Par ailleurs peu d'entre eux obtiennent la nationalité russe et ils ont des difficultés à obtenir le nouveau passeport de la Fédération. C'est pourquoi une partie de la diaspora russe au Kazakhstan nourrit un sentiment d'abandon, voire de ressentiment à l'égard de la Russie.

Le récent rapprochement avec Moscou a assuré à Nazarbaïev le soutien d'une grande majorité de la population russe aux élections législatives de septembre et octobre 2004.

La majorité des **Allemands**, originaires pour la plupart de la Volga et de Crimée, déportés au Kazakhstan par Staline lors de la Seconde Guerre mondiale, ne parlent plus leur langue mais le russe. Le 31 mai 1996, le ministre des Affaires étrangères kazakhstanaïses et son homologue allemand ont signé un accord relatif à la protection de la minorité allemande. A cette époque, le président du Conseil des Allemands du Kazakhstan estimait que 65% d'entre eux avaient quitté le pays depuis 1990. En 2002 ils ne formeraient plus que 1,8% de la population.

Les **Ouïghours** sont environ 220 000 (deuxième plus importante communauté ouïghoure après celle de Chine). Turcophones et musulmans comme les Kazakhs, ils s'en distinguent par leurs traits et leurs vêtements. S'ils sont proches ethniquement et linguistiquement, de vieilles rivalités existent entre les deux groupes : l'un était nomade et l'autre sédentaire (les Ouïghours sont surtout cultivateurs). Ils disposent de journaux et d'établissements culturels et éducatifs. L'accord de coopération signé entre la Chine et le Kazakhstan en 1995 prévoit que les autorités kazakhstanaïses s'engagent dans la lutte contre le séparatisme ouïghour sur leur territoire en arrêtant les militants ouïghours originaires de Chine et en les extradant. Les pressions exercées sur les séparatistes ouïghours se sont accentuées depuis le 11 septembre 2001.

Les **Coréens**, déportés de la région de Vladivostok par Staline qui craignait l'influence japonaise, ont vu leur population augmenter entre les deux recensements. Les entreprises sud-coréennes manifestent en effet un intérêt croissant pour le Kazakhstan, en particulier dans le secteur énergétique et dans la construction. Les villes d'Astana et de Séoul se sont jumelées le 6 novembre 2004. Plusieurs missions chrétiennes de Corée du Sud se sont récemment installées dans le pays.

La Constitution énonce que chacun est égal devant la loi et que nul ne peut faire l'objet de discriminations en raison de son origine, sa position sociale, sa race, sa nationalité, sa langue, et son lieu de résidence. Cependant, dans la pratique, **la politique de kazakhisation menée par le gouvernement depuis 1991, est clairement discriminatoire à l'égard de la population russe** dans les sphères politique et de l'emploi, dans le secteur public principalement, où l'on a remplacé les Russes par des Kazakhs souvent sans tenir compte de leurs compétences. Si les Kazakhs constituent dorénavant 53% de la population, ils détiennent de 80 à 90% des emplois publics. Les russophones ne se heurtent toutefois à guère d'obstacle lorsqu'il s'agit de travailler dans le secteur privé. La population russe est aussi désavantagée aux examens d'admission à l'université ainsi qu'à l'accès au logement. La politique linguistique du gouvernement (cf. chapitre IV) et l'impossibilité pour les Russes d'obtenir **la double nationalité**²² sont considérées par ces derniers comme preuves de la « soif de

²² Les Kazakhstanaïses ont le droit de changer de nationalité mais pas celui d'avoir une double nationalité (alinéa 3 de l'article 10 de la Constitution de 1995 et l'article 3 de la Loi sur la citoyenneté du 20 décembre 1991, amendée le 3 octobre 1995).

revanche » et des pratiques anti-russes des Kazakhs. Ce à quoi les autorités répondent qu'elles ne font qu'appliquer une politique de « promotion sociale » dans le but de restaurer la langue et les traditions kazakhs qui avaient été réprimées sous le régime soviétique.

Durant les premières années de l'indépendance, des militants autonomistes et séparatistes russes, et en particulier cosaques (cf chapitre X), ont fait l'objet de harcèlement et certains de leurs dirigeants ont été persécutés. Depuis la fin des années 1990, le problème de la minorité russe est moins préoccupant et le nombre d'émigrants russes a considérablement diminué. La récente prédominance de fait des Kazakhs aux postes de pouvoir politique et économique semble aujourd'hui irréversible et acceptée bon gré mal gré par tous. Par ailleurs, la grande majorité des Russes a définitivement abandonné l'idée de séparatisme et même d'une autonomie régionale : s'étant détournés du radicalisme politique, ils cherchent plutôt à se sauvegarder individuellement sur le plan économique. Enfin, la politique de Nazarbaiev, visant à maintenir avec la Russie d'étroites relations, aide à apaiser les inquiétudes des Russes et, même si les tensions n'ont pas totalement disparu, les relations entre les deux communautés sont cordiales et un *modus vivendi* s'est établi : le secteur public aux Kazakhs et le secteur privé aux Russes.

La politique menée envers les minorités autres que russe est au contraire plutôt libérale, puisqu'elle leur reconnaît d'importants droits culturels. Ce pourquoi, à la différence des autres pays de la région, **le Kazakhstan ne souffre pas à l'heure actuelle de troubles ethniques**, une « mosaïque de populations y cohabitent harmonieusement ; 15% des enfants sont les métis de ces divers groupes » (Le Figaro, 21 septembre 2004). Des tensions existent néanmoins sporadiquement. Ainsi, lorsque des immigrants d'origine kazakhe en provenance de Turquie et de Mongolie ont été installés dans le nord-est du pays, région fortement russophone, la population russe a considéré que cette politique visait à modifier la composition démographique régionale. Il semble en fait que les immigrants s'installent surtout dans les régions rurales du nord et du centre où habitent autant de Kazakhs que de non Kazakhs et que les tensions soient davantage liées aux difficultés socio-économiques que connaît la région, des tensions existant aussi entre ces nouveaux arrivants et les Kazakhs déjà établis.

Assemblée des peuples : créée le 1^{er} mars 1995 par décret présidentiel et dirigée par le président de la République. Assemblée traditionnelle des anciens et organe consultatif, elle est composée de 324 membres, désignés par le président, censés représenter tous les centres culturels des minorités, même si les Russes sont sous représentés par rapport aux Kazakhs et aux petites minorités. Considérée comme l'un des facteurs de stabilité du pays, elle est à l'initiative de deux référendums, dont celui sur l'adoption de la Constitution de 1995.

3) Femmes

En août 1998, le Kazakhstan adhère à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes. S'il n'y a pas de discrimination légale contre celles-ci, les pratiques culturelles traditionnelles limitent leur rôle dans la société. Elles sont sous-représentées dans les postes à responsabilité dans les institutions et les entreprises et sur-représentées dans les bas emplois. Selon la Commission nationale des femmes, en 2002, le salaire d'une femme n'est que 62% de celui d'un homme.

Un rapport du ministère de l'Intérieur de juin 2002 estime à 52% des femmes à avoir été victimes, sous une forme ou une autre, de violence domestique, et en particulier dans les zones rurales. Des poursuites judiciaires sont engagées dans 30% seulement de ces cas. Il n'y a cependant pas de loi spécifique sur la violence domestique. Les peines pour le viol vont de 3 à 15 ans d'emprisonnement. Le trafic des femmes et des jeunes filles demeure un problème, malgré les efforts du gouvernement pour l'enrayer. Si la prostitution n'est pas interdite par la loi, la prostitution forcée et la prostitution connectée au crime organisé sont combattues par les autorités.

Il y a environ 150 associations de défense des droits des femmes, parmi lesquelles :

Centre d'information des femmes d'Almaty

Femmes de l'Est

Ligue féministe

Ligue des femmes musulmanes du Kazakhstan : créée en 1990, enregistrée par le ministère de la Justice en 1992, c'est la plus importante association de femmes musulmanes (plus de 30 000 membres en 1999). Présidée par Amina Nugmanova, la LFMK s'adresse à toutes les femmes du pays, quelle que soit leur appartenance ethnique.

Fonds régional pour la paix : deuxième association islamique féminine en nombre d'adhérents, dirigée par Dariga Turlibekova. Fait référence à l'islam dans ses statuts mais est ouverte à toutes les femmes du pays, indépendamment de leur appartenance confessionnelle ou ethnique. Se préoccupe davantage des questions sociales que religieuses.

Raimbek²³ : troisième organisation féminine musulmane en nombre de membres. Créée en 1995 et dirigée par Saule Qaji Bekenqizy.

4) Enfants

Part des moins de 15 ans dans la population : 27,5%.

Age de la majorité : 18 ans.

La Constitution interdit le travail forcé pour les enfants. La loi punissant sévèrement le travail des enfants, celui-ci n'est en général pas un problème, excepté parfois dans les zones rurales. Un enfant peut travailler à partir de 14 ans, mais uniquement à mi-temps, et à partir de 16 ans à plein temps si cela ne nécessite pas d'efforts physiques importants.

Bobek : puissante fondation agissant en faveur des orphelins, dirigée par l'épouse de Nazarbaïev, Sara Alpysova.

Miras : autre fondation en faveur des orphelins, dirigée par Dinara Nazarbaïev, la fille du président.

IV. Langue

Durant la période soviétique, le russe était la langue couramment parlée dans le pays, reléguant le kazakh aux conversations informelles. C'est durant la *perestroïka* (loi du 22 septembre 1989) que le kazakh remplace le russe comme langue officielle. La politique

²³Nom d'un héros du mouvement indépendantiste kazakh du XVIII^{ème} siècle.

linguistique du pays a été définie dans la Constitution de 1995 et la loi sur les langues du 11 juillet 1997 confirme le **kazakh langue d'Etat**, langue que tout citoyen a le devoir de connaître. Il est imposé aux fonctionnaires de souche kazakhe de le maîtriser avant 2001 et aux russophones de l'apprendre avant 2006. Au moins 50% des émissions de radio et de télévision doivent être diffusées en kazakh. **On estime en 2002 que 65% de la population parle kazakh**²⁴. L'évolution démographique déterminera le succès de cette politique.

Le kazakh, langue altaïque du groupe turcique, s'écrit avec l'alphabet cyrillique lequel comprend 33 lettres et neuf caractères spéciaux. Trois alphabets différents ont été utilisés : l'arabe, le latin à partir de 1929, et le cyrillique, imposé par le régime soviétique à partir de 1940.

Le russe est une langue officielle, proclamée par la Constitution « langue de communication interethnique », jouissant d'un statut de co-officialité au sein des organismes de l'Etat et dans les collectivités territoriales. Elle est utilisée dans les affaires courantes et **parlée par 66% de la population**.

La politique de kazakhisation n'a pas bouleversé l'usage des langues dans le pays : le russe est resté la langue du travail et des affaires et est incontournable dans l'administration, la santé, l'éducation et les médias. Ce phénomène est d'autant plus accentué que les groupes non kazakhs parlent le Russe, dédaignant jusqu'à peu le kazakh. Si seulement un peu plus d'un Kazakh sur deux parle couramment sa langue, ils parlent dans leur grande majorité le russe, comme seconde langue ou comme langue maternelle, et ce particulièrement dans les villes.

L'ukrainien, l'allemand, le coréen et l'ouzbek sont également usités.

V. Education

1) Généralités

Le Kazakhstan est un pays ayant un niveau d'éducation comparable à celui des pays développés. Le taux d'alphabétisation est de 97,5% (99,1% pour les hommes et 96,1% pour les femmes²⁵). La scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans.

La « désoviétisation » du contenu des cours a débuté au lendemain de l'indépendance avec la multiplication d'établissements privés, religieux ou laïques, turcs notamment et depuis les nouvelles orientations de préférence nationale de la politique de kazakhisation. Les manuels de classe, datant pour la majorité de la période soviétique, sont devenus désuets aujourd'hui : les nouveaux manuels mettent en valeur l'histoire kazakhe et sont écrits en kazakh mais ils font encore largement défaut. L'ancienne structure éducative en kazakh, laquelle végétait durant la période soviétique et n'offrait pas de perspectives d'ascension sociale (le concours d'entrée à l'université se déroulait uniquement en russe), connaît une renaissance sans

²⁴CIA, World factbook, 2003.

²⁵CIA, World factbook, 2003.

précédent. Les enseignants qui s'expriment en kazakh sont rémunérés jusqu'à 20% de plus que ceux qui utilisent le russe.

2) Structure

Enseignement préscolaire

Jusqu'à l'âge de six ans.

Primaire et secondaire

Les enfants sont scolarisés de 7 à 11 ans dans le primaire et de 11 à 18 ans dans le secondaire. Il y a environ 8000 écoles et lycées pour trois millions d'élèves. L'enseignement est assuré en kazakh et en russe dans 2100 établissements, en kazakh dans 3300, en russe dans 2400, et en d'autres langues (77 en ouzbek, 13 en ouïghour, 6 en tadjik, en ukrainien et en allemand)²⁶. Il existe aussi des écoles privées islamiques, où l'arabe coranique est enseigné, et des écoles chrétiennes. De plus en plus d'écoles en kazakh sont ouvertes au fur et à mesure que cette langue se substitue au russe. Les parents peuvent néanmoins choisir le kazakh ou le russe comme langue d'enseignement pour leurs enfants.

Supérieur

Le nombre de grandes écoles et d'universités a considérablement augmenté depuis le milieu des années 1990. Fin 1999²⁷, environ 365 000 étudiants fréquentaient 163 établissements supérieurs. Si le russe y est toujours majoritairement employé (le passage au kazakh étant considéré comme diminuant la qualité de l'enseignement), le nombre d'étudiants kazakhs (64% des étudiants en 1996) est supérieur aux Russes, lesquels préfèrent se rendre à l'étranger.

VI. Religion

La Constitution définit le Kazakhstan comme un **Etat laïc garantissant la liberté de religion et la séparation de l'Eglise et de l'Etat**. Les nombreuses communautés religieuses pratiquent leur culte sans l'immixtion du gouvernement. Cependant, la liberté de culte est soumise à un certain contrôle (loi de 1992) : les rassemblements relativement importants doivent recevoir une autorisation et le prosélytisme est interdit. Les organisations locales et internationales de défense des droits de l'Homme ne font pas état de conversion religieuse forcée ni de détention de membres d'organisations religieuses pour prosélytisme. Les autorités locales harcèlent parfois les communautés non traditionnelles (surveillance, confiscation de documents et courtes gardes à vue) lesquelles se tournent néanmoins avec succès devant les tribunaux. En janvier 2002, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les religions soumise par le gouvernement en novembre 2001. Celle-ci, révisant les conditions d'enregistrement des communautés, a provoqué un véritable tollé avant d'être déclarée anticonstitutionnelle par le Conseil constitutionnel en avril 2002.

²⁶« L'aménagement linguistique dans le monde » (Université Laval), Jacques Leclerc, « Kazakhstan », Québec, TLFQ, 31 décembre 2001.

²⁷EUROPA, 2001.

Si les communautés religieuses n'ont pas l'obligation de se faire enregistrer²⁸, elles le font pour bénéficier d'une personnalité juridique qui leur permet d'acheter ou louer des biens immobiliers, d'embaucher des employés ou de s'engager dans toute autre transaction. L'enregistrement au niveau national ou de l'*oblast* est seul nécessaire pour avoir un statut légal. Le délai d'enregistrement est de 30 jours maximum selon la loi, mais de nombreux groupes religieux rapportent qu'ils peuvent attendre plusieurs mois (4 ans pour des Témoins de Jéhovah dans l'*oblast* du Kazakhstan septentrional). Les communautés enregistrées sont en contrepartie exemptes de certaines taxes.

Début 2002, quelque 2700 communautés religieuses étaient enregistrées auprès des autorités : 1519 musulmanes, 210 russes orthodoxes, 110 de l'Eglise évangélique luthérienne, 90 catholiques, le reste concernant une trentaine de confessions. D'autres sources font état d'environ 6000 communautés représentant 49 confessions. Les relations en général amicales entre les communautés contribuent à la liberté religieuse. Le pays, multiethnique, a une longue tradition de tolérance.

1) Les Musulmans

La population est en majorité musulmane (**un peu plus de 7 millions**) de rite **sunnite -école hanafite-**. L'islam est tardif, il ne s'est réellement imposé qu'au début du XIXe siècle, d'influence soufie et est empreint de pratiques et de croyances chamanistes.

Le Coran a été traduit en kazakh dès le XII^{ème} siècle par le grand maître soufi Yassawi qui est le premier à convertir les nomades de la steppe tout en tolérant le culte des morts et de la nature, en célébrant le *Naouryz*, la fête du début du printemps d'origine zoroastrienne, et en n'imposant aucun des aspects de la sharia. Son mausolée construit par Tamerlan dans la ville de Turkestan, au sud du pays, est le but d'un important pèlerinage et le symbole de la culture kazakhe. Il a été élaboré ce qui est nommé « la voie kazakhe vers l'islam », qui a survécu jusqu'à ce jour. Les musulmans d'Asie centrale, qui cherchaient à obtenir l'indépendance, ont été écrasés lors de la Révolution de 1917. La répression soviétique qui a suivi a réduit l'islam kazakh à sa plus simple expression folklorique. L'abandon de l'arabe en 1929 a éloigné encore davantage les Kazakhs de l'islam : ils ne connaissent guère le Coran et le ramadan n'est que peu respecté.

Ouzbeks, Ouïghours et Tatars sont pour la plupart également sunnites hanafites.

La propagation de l'islam orthodoxe à partir de l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et le Xinjiang chinois, commence cependant à remettre en cause les particularités de l'islam kazakh. Le grand mufti, M. Absattar Derbassaliev a déclaré : « L'islam kazakh est terminé, il faut retourner aux racines arabes de l'islam ». Le pays assiste à l'heure actuelle à un développement important du nombre de mosquées et d'établissements éducatifs. Nombre de missionnaires arrivent d'Afghanistan, de Turquie, du Pakistan, d'Arabie Saoudite et d'Iran. Seule l'Egypte est cependant officiellement autorisée à apporter une aide au culte en raison de son islam considéré comme modéré et laïcisant. L'islamisme radical ne constitue pas encore une force significative, n'imprégnant que les marges méridionales du pays, plus peuplées et plus pauvres, qui semblent davantage sensibles aux discours fondamentalistes. Les

²⁸L'article 375 du code administratif permet néanmoins aux autorités locales et nationales de suspendre les activités d'organisations religieuses non enregistrées.

mouvements extrémistes y trouvent surtout leur soutien auprès des Ouzbeks. Mais la population se montre dans son ensemble très réticente à l'égard de ce détournement de la tradition kazakhe.

2) Les Chrétiens

Très majoritairement orthodoxes, ils sont un peu plus de 6 millions. La présence de l'Eglise orthodoxe en Asie centrale est liée à l'arrivée des Russes. Les Tsars ont commencé à construire des forts le long des voies de communication puis les Cosaques et les fonctionnaires ont été suivis par des membres du clergé orthodoxe lesquels ont entrepris l'évangélisation des populations. La hiérarchie orthodoxe kazakhstanaise, laquelle dépend du patriarcat de Moscou, a boycotté la messe célébrée par le pape Jean-Paul II le 23 septembre 2001 à Astana.

Les catholiques (360 000) : leur présence s'est développée lors des déportations staliniennes. Le Père Jan Pavel Lenga a été consacré en 1999 évêque à Krasnoarmeïsk. Le siège épiscopal se trouve à Karaganda, principal centre de l'Eglise catholique du pays et des autres républiques d'Asie centrale (Almaty est l'autre évêché).

3) Les Juifs

Ils ont été parmi les premiers à émigrer après l'indépendance (vers Israël et les Etats-Unis). Ils seraient en 2001 près de 100 000²⁹. Séfarades ou ashkénazes, ils se considèrent du point de vue social comme des membres à part entière de la communauté russe. Les organisations juives sont nombreuses, chapeautées par l'Association des communautés juives du Kazakhstan et soutenues par l'ambassade d'Israël. Il y a des synagogues dans plusieurs villes, notamment à Almaty, Karaganda, Astana et Chymkent (8 ont été construites entre 1991 et 2004), et 14 écoles. **La communauté juive ne fait pas l'objet de discriminations** : le seul incident marquant depuis l'indépendance a été l'incendie en novembre 1999 des locaux d'Almaty de l'Union des conseils des juifs soviétiques dans des circonstances mystérieuses. De nombreux juifs occupent des postes importants dans l'administration et le milieu politique. Selon l'UNHCR, les juifs n'ont pas et n'ont jamais eu de problème dans le pays. Existence d'une secte dérivée du judaïsme : les *soubbotniki*.

4) Les Hindouistes

Cette petite communauté ne fait l'objet d'aucune discrimination. La fondation « Art de vivre » fondée en 1982 par Sri Sri Ravi Shankar a récemment ouvert un centre.

5) Autres communautés

Les **Témoins de Jéhovah**, officiellement enregistrés au niveau national et dans 12 *oblast*, peuvent être victimes de pressions de la part des autorités locales : nombreuses interruptions de séances de prières, amendes... Il en est de même pour les **communautés baptistes**. Les **Hare Krishna** ne sont enregistrés qu'à Almaty.

²⁹ Danish Immigration Service, « Fact-finding mission to Kazakhstan », mai/juin 2001.

VII. Médias

La liberté de la presse est inscrite dans la loi de 1991 et garantie par la Constitution (article 20). Les médias du Kazakhstan, lesquels comptent parmi les plus développés et progressistes d'Asie centrale, ont joui d'une liberté certaine après l'indépendance du pays, mais la situation s'est dégradée depuis 1995/1996. Outre la sanction du non-respect des différentes dispositions de la législation sur la presse (enregistrement auprès des autorités, excepté pour les sites Internet, exigences linguistiques, techniques, éditoriales ...), le ministère de l'Information (ministère de la Culture, de l'Information et de l'Entente publique avant 2003) contrôle les moyens d'impression et de publication. **Les entraves à la liberté de l'information sont de plus en plus nombreuses** : tracasseries administratives, amendes, censure, pressions, intimidations judiciaires et interdiction d'impression et de diffusion.

Les délits de presse sont considérés comme des infractions pénales, passibles de prison. Si les recours sont possibles, peu de journaux ont eu gain de cause. Plusieurs articles des Codes civil et pénal permettent de poursuivre directement les journalistes pour offense à une personnalité officielle, en particulier au Président (art. 318 du Code pénal), pour atteinte à la réputation de toute personne privée ou pour divulgation d'informations considérées comme secrètes : sécurité d'Etat, certaines informations de politique étrangère, mais aussi des informations concernant la santé, les finances et la vie privée du président et de sa famille. En outre, le Code administratif prévoit une quarantaine d'infractions permettant de sanctionner les médias. La nouvelle **loi sur les médias, adoptée en avril 2001**, ne fait qu'accentuer la fragilité de la presse face aux autorités : tout journaliste et rédacteur en chef est responsable de l'information produite ou reproduite, quelle qu'en soit la source. Une liberté de parole mesurée a malgré tout encore cours dans la plupart des journaux, mais la menace permanente de repréailles favorise l'autocensure. Un nouveau projet de loi sur la liberté de la presse soumis au *Majlis* en août 2003 et non encore adopté inquiète les journalistes indépendants : en effet le ministère de l'information aurait des pouvoirs presque illimités pour suspendre les médias. En octobre 2003, une résolution du Parlement européen a dénoncé la « censure des médias » et demandé la décriminalisation de la diffamation.

L'ouverture à l'étranger d'enquêtes judiciaires sur les comptes bancaires présumés de Nazarbaïev et de ses proches dans des banques suisses (estimés à environ 1,4 milliard d'euros provenant des ventes de pétrole) est à l'origine de la multiplication des atteintes à la liberté de la presse. Les agressions de journalistes, fréquentes et parfois extrêmement violentes, sont commises par des individus dont il est difficile de prouver les liens avec les autorités, bien que la présomption en soit grande. Des journalistes ont fait l'objet de brimades et d'accusations apparemment forgées de toutes pièces. Les locaux de certains médias indépendants ont été incendiés et cambriolés. La police n'a semble-t-il pas enquêté sérieusement sur ces incidents. **En 2002 une trentaine de cas d'agressions contre des journalistes ou des organes de presse ont été recensés**, tandis que cinq rédacteurs étaient poursuivis pour atteinte à l'honneur et à la dignité du Président. Deux journalistes ont été tués, Alekseï Pugaev (codirecteur du journal d'opposition *Eurasia*) et Nuri Muftah (correspondant du journal d'opposition *Respublika* et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Altyn Gasyr* d'Atyraou) tous les deux lors d'accidents de circulation, même si rien ne permet d'affirmer avec certitude que

leur décès soit lié à leurs activités professionnelles. Trois journalistes ont été incarcérés : Kanat Tusupbekov (correspondant de la chaîne indépendante *Irbis TV*, condamné à deux ans de prison), Sagyngali Kapizov (rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Altyn Gasyr*, détenu du 29 juillet au 18 septembre 2002) et Sergueï Douvanov³⁰. Une résolution du Parlement européen de février 2003 dénonce les violations de la liberté de la presse et appelle à la libération des journalistes membres de l'opposition Sergueï Douvanov et Galimjan Jakianov. **Deux journalistes ont été agressés en 2003 selon RSF.** Sergueï Douvanov a été placé en liberté surveillée en janvier 2004 puis libéré le 16 août suivant.

1) Publications

Pratiquement tous les quotidiens sont détenus par l'Etat. Il y a cependant, selon des statistiques gouvernementales de 2003, 947 journaux et 380 magazines privés (841 et 319 en 2002). Leur indépendance reste théorique car la poursuite de la privatisation des médias kazakhs a bénéficié à des proches de Nazarbaïev (sa fille Dariga et son gendre Rakhmat Aliiev en particulier) ou à des groupes appartenant à son entourage. Par ailleurs, nombre d'entre eux, surtout ceux en kazakh, reçoivent des subventions publiques, dépendance financière problématique pour ces derniers.

Dans l'ensemble, la presse en langue kazakhe est axée sur des préoccupations ethnolinguistiques et a adopté une position conservatrice, nationaliste et progouvernementale sur des questions comme la réforme agraire. A l'inverse, la presse russophone, libérale, a davantage tendance à défendre les privatisations et se montre plus critique envers le gouvernement. La moitié des périodiques et magazines sont en russe et sont lus non seulement par les Russes mais par la majorité des Kazakhs. Les journaux russophones étaient en 1997 davantage lus que les journaux kazakhs, en partie parce que la majorité des lecteurs sont des citoyens qui ne maîtrisent pas ou peu le kazakh. De nombreuses publications existent en ukrainien, en coréen, en allemand, ouïghour, turc, arabe et anglais.

Gouvernementales :

En kazakh :

Khalyk Kenesi (« Conseils du peuple », publié par le Parlement).

Yegemen Kazakhstan (62 000 exemplaires), organe du gouvernement.

En langue russe :

Kazakhstanskaya Pravda (« Vérité du Kazakhstan ») : hebdomadaire diffusé à 55 000 exemplaires.

Novoye Pokoleniye (50 000 exemplaires).

Indépendantes :

En kazakh :

³⁰Rédacteur en chef du magazine d'opposition *Bulletin* et défenseur des droits de l'Homme, agressé par trois inconnus en août 2002 alors qu'il s'apprêtait à se rendre à une conférence de l'OSCE à Varsovie, il a été arrêté pour le viol d'une mineure le 28 octobre 2002 et condamné le 28 janvier 2003 à trois ans et demi de prison, au terme d'un procès et d'une enquête entachés de nombreuses irrégularités selon l'OSCE. Cette condamnation a été considérée comme une manière de discréditer un des journalistes les plus critiques du pays.

Ana Tili, (« Langue maternelle ») : 42 000 exemplaires ; édition de la Société républicaine pour l'avancement de la langue kazakhe.

Epocha, dirigé par Tulegen Askarov.

Express-K, quotidien, pro gouvernemental.

SolDat (« Laissez-moi parler »), journal proche du Parti républicain du peuple du Kazakhstan (PRPK), a été la cible depuis 2000 de nombreux actes d'intimidation et d'attaques de ses locaux. Son rédacteur en chef, Emurat Bapi, membre du comité exécutif du PRPK, a été condamné à un an de prison pour avoir publié un article jugé diffamatoire à l'égard de Nazarbaïev. Gracié par ce dernier, il a dû payer une amende de 40 000 tengues. Les locaux du journal ont été dévastés par des inconnus en mai 2002. En mai 2003, le journal, condamné par le tribunal d'Almaty à une amende de 28 000 dollars, est contraint de cesser ses activités.

Soz, hebdomadaire d'opposition édité par Sharip Kurakbayev. Deux de ses numéros de mai 2003 ont été interdits.

XXI Vek, (« XXI^{ème} siècle »), proche d'un parti d'opposition, son rédacteur, B. Gabdullin rencontre fréquemment des difficultés pour imprimer et distribuer ses éditions.

En langue russe :

Assandi-Times premier hebdomadaire d'opposition, il s'est vu infliger une amende de 310 000 euros et le gel de ses avoirs en juillet 2004 par un tribunal d'Almaty. Ses journalistes ont été harcelés et ses distributeurs ont été persécutés par les services de police.

Caravan-Blitz (45 000 exemplaires).

Delovaya Nedelya (8000 exemplaires).

Karavan, populaire journal russophone (240 000 exemplaires). Critique à l'encontre de Nazarbaïev, son entrepôt a été incendié par des individus œuvrant pour le compte du gouvernement en mars 1995.

Panorama (17 000 exemplaires).

Respublika : journal d'affaires hebdomadaire, très critique envers le pouvoir, qui fait régulièrement l'objet de menaces pour ses enquêtes sur la corruption dans la classe politique et sur les comptes bancaires en Suisse de hauts fonctionnaires kazakhs et de l'entourage présidentiel. Sa rédactrice en chef, Lira Baïsetova, a été agressée à deux reprises en 2000 et 2001. Sa fille est décédée dans des circonstances jamais élucidées durant sa garde à vue. Ses locaux à Almaty ont été incendiés les 22 et 27 mai 2002.

La presse d'opposition sur Internet, qui connaît un certain succès, est maintenant en butte à des attaques anonymes, comme l'apparition de sites miroirs détournant les habituels visiteurs ou véhiculant des virus qui découragent les internautes. Devant l'opposition unanime des milieux journalistiques, le gouvernement a reculé sur la question de l'enregistrement obligatoire des sites Internet.

2) Radio et Télévision

Début 2002, on dénombre 101 chaînes de télévision et 35 stations de radio. Trois seulement diffusent sur l'ensemble du pays : *Kazakh TV* (première chaîne) et *Khabar TV*, deux télévisions d'Etat, diffusent en kazakh et en russe, ainsi que la chaîne privée *Kazakh commercial* (KTK). Environ 80% des médias audiovisuels sont favorables au pouvoir, notamment le puissant empire médiatique *Khabar*, qui appartient à la fille du président.

Presque toutes les émissions de radio et de télévision étaient en 1996 diffusées en russe, en anglais et en kazakh. Depuis, le gouvernement favorise celles diffusées en kazakh : l'article 18 de la loi sur les langues impose à la télévision un quota horaire de transmission en langue kazakhe de 50% des émissions et la loi sur les médias d'avril 2001 oblige les chaînes de télévision et les radios à ramener à 20% la part des programmes étrangers d'ici 2003, alors qu'ils constituent aujourd'hui 90% du total. Ces mesures entraînent la disparition de nombreuses petites chaînes régionales qui retransmettent une bonne partie de la journée des émissions de la télévision russe et n'ont pas les moyens de produire elles-mêmes 80% de programmes propres.

En mars 2002, la chaîne *Tan-TV* est fermée officiellement pour des raisons « techniques », tandis que la station régionale *Irbis* se voit interdire d'émettre suite à la diffusion d'un film jugé pornographique par le procureur local.

VIII. Structure politique

Etat indépendant depuis le 16 décembre 1991.

Constitution : approuvée à une très forte majorité par référendum national le 30 août 1995 et adoptée le 6 septembre suivant (une première constitution avait été promulguée le 28 novembre 1993). Elle stipule que la République du Kazakhstan, Etat de droit reposant sur des principes démocratiques, est laïque, une et indivisible. Le « détenteur de la souveraineté est le peuple du Kazakhstan » tout entier et non pas la « nation kazakhe » en particulier.

République unitaire à régime présidentiel fort. La constitution d'août 1995 a transformé la démocratie parlementaire du Kazakhstan en république présidentielle, en permettant au président de contrôler le pouvoir législatif et judiciaire, aussi bien que les autorités régionales. Tout changement ou amendement à la Constitution requièrent le consentement du président. L'OSCE a estimé que cette nouvelle Constitution restreignait les libertés et les droits individuels et déformait le principe du partage des pouvoirs.

Président de la République : Noursoultan A. Nazarbaiev : d'origine kazakhe, il avait été désigné premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan en juin 1989 et élu président du Soviet suprême le 22 février 1990, avant d'être élu président au suffrage universel le 1^{er} décembre 1991 (il était le seul candidat). Le président « détient le pouvoir exécutif suprême ». Il est investi du pouvoir de nommer le premier ministre et de dissoudre le parlement et est le commandant en chef des forces armées. Le parlement a adopté plusieurs amendements à la Constitution le 7 octobre 1998 : le président peut être l'initiateur d'amendements constitutionnels, appeler un référendum et nommer les responsables administratifs (*akims*) des provinces. Il a également une autorité importante sur le système judiciaire. La durée du mandat présidentiel est prolongée à 7 ans, la limite d'âge du chef de l'Etat, auparavant fixée à 65 ans, est supprimée et la possibilité d'effectuer plus de deux mandats est autorisée.

Après la réélection de Nazarbaiev le 10 janvier 1999, le parlement adopte en juin 2000 une nouvelle loi accordant des pouvoirs spéciaux à vie à celui-ci en tant que premier président du Kazakhstan indépendant : droit de présenter à la population et aux administrations des initiatives sur des questions liées au développement de la société, droit de faire des

recommandations au président en exercice sur les nominations importantes, droit de diriger l'Assemblée des peuples du Kazakhstan et droit de rester membre du Conseil de sécurité nationale.

Premier ministre : Daniyal K. Akhmetov depuis le 16 juin 2003. Il succède à Imamgaly Tasmagambetov, lequel avait remplacé le 28 janvier 2002 Kasymjomart Tokaiev.

Gouvernement : le conseil des ministres est désigné par le président.

Akims : nommés par le président sur recommandation du Premier ministre, les gouverneurs des 14 provinces désignent les responsables régionaux et les maires. La Constitution permet pourtant l'élection directe de ces derniers. La Commission centrale électorale (CEC) est chargée depuis décembre 2004 de mettre en place les règles permettant d'élire les *akims* et les maires, ce que demandait l'opposition. Les assemblées territoriales ou **Maslikhats**, ont la possibilité d'exprimer, à la majorité des 2/3, leur défiance à l'égard de l'*akim* responsable de leur circonscription³¹.

IX. Elections

1) Système électoral

Le droit de vote est reconnu à tous les citoyens âgés de 18 ans et plus.

Le président de la République est élu pour une période de 7 ans. La dernière élection, tenue le 10 janvier 1999, a eu lieu un an avant la date initialement prévue (le précédent mandat de Nazarbaiev avait été étendu jusqu'en décembre 2000 à la suite du référendum national du 29 avril 1995).

Le parlement, reconfiguré par la Constitution de 1995, est **bicaméral** :

Le **Majlis, la chambre basse, se compose de 77 députés** élus un mandat de pour cinq ans, dont 67 sont élus au scrutin majoritaire à un siège et 10 à la proportionnelle sur la base de listes présentées par les partis politiques.

Le **Sénat (chambre haute) compte 39 membres**, dont 32 élus au suffrage indirect pour six ans par les quatorze assemblées régionales et les conseils municipaux d'Astana et Almaty ; les 7 autres étant nommés par le président. Le renouvellement du Sénat s'effectue par moitié tous les trois ans.

Le parlement n'exerce que très peu son droit de contrôle sur le pouvoir exécutif, bien qu'il ait l'autorité constitutionnelle de révoquer un ministre et de ne pas voter le vote de confiance au gouvernement. Le parlement et la Cour constitutionnelle s'apparentent plutôt à des structures formelles qu'à des instances de contre-pouvoir.

La Commission centrale électorale est chargée du déroulement des élections ; ses membres ainsi que son président sont nommés par le président de la République. Pour les élections de 1999, il a été demandé à chaque candidat de présenter une liste de 170 000 signatures, de

³¹ Sénat, « Rapport de mission effectuée au Kazakhstan et en Ouzbékistan du 7 au 14 avril 2001 ».

passer un test de langue kazakh et de faire un dépôt de 2,4 millions de tengues (environ 30 000 euros). La loi électorale, modifiée en 2004, représente un progrès par rapport au précédent texte mais n'est pas une base satisfaisante pour la tenue d'élections démocratiques selon le rapport de la « Commission *ad hoc* pour l'observation des élections législatives au Kazakhstan » de l'Assemblée parlementaire de l'Union européenne (4 octobre 2004).

Echéances institutionnelles : élection présidentielle (2006).

2) Résultats des élections

Election présidentielle du 1^{er} décembre 1991 : Nazarbaïev remporte ces premières élections au suffrage universel avec 98,8% des voix. Il est le seul candidat en lice, Khasen Kojakhmetov, président du parti *Jeltoksan* n'ayant pu réunir les 100 000 signatures requises au dépôt de sa candidature.

Lors des élections sénatoriales et législatives des 5 et 9 décembre 1995, une grande majorité des candidats étaient des fonctionnaires d'organes exécutifs régionaux nommés par les divers partis présidentiels (les mouvements d'opposition ne voulaient pas ou ne pouvaient pas s'inscrire comme partis, ayant rencontré de nombreux obstacles bureaucratiques). Elles ont accordé une large majorité aux partis au pouvoir. L'opposition politique (Parti communiste, Parti socialiste, *Lad*) est restée faible et divisée et n'a obtenu que quatre sièges. Certains de ses leaders ont été arrêtés et condamnés, tel Nicolaï Gunkin, l'un des chefs cosaques (cf. chapitre X).

Election présidentielle du 10 janvier 1999 : réélection de Nazarbaïev (81,7% des votes) devant S. Abdildin du Parti communiste (12,1%), G. Kasymov, (4,7%), ... L'OSCE a condamné l'interdiction faite au principal adversaire de Nazarbaïev, l'ancien Premier ministre Akejan Kajegueldine (1994 à 1997) de se présenter : il avait été accusé d'avoir commis plusieurs infractions, mineures, à la loi électorale.

Elections législatives des 10 et 24 octobre et 26 décembre 1999 : *Otan* (23 sièges), Parti civique du Kazakhstan (13), Parti communiste (3), Parti agrarien (3), Parti coopératif du peuple (1) et indépendants (34), essentiellement liés à des entreprises para étatiques ou à des institutions progouvernementales. Si plusieurs candidats de l'opposition ont été élus au *Majlis*, la plupart des sièges ont été remportés par les deux partis proches de Nazarbaïev, *Otan* et le Parti civique. Les non Kazakhs sont sous représentés (8 au Sénat et 20 au *Majlis*) ainsi que les femmes (3 et 8). Ces élections ont été entachées de nombreuses irrégularités selon l'OSCE.

Elections de gouverneurs provinciaux (*akims*) en 2001 : elles ont eu lieu dans quelques provinces pour la première fois.

Elections sénatoriales du 8 octobre 2002, portant sur 16 des 39 sièges du Sénat : *Otan* (10 sièges), Parti civique (1), Indépendants (5). Elles ont été marquées par de nombreuses violations procédurales et irrégularités (refus de l'enregistrement du candidat du CDK, Gennadi Bondarenko, dans la région de Pavlodar...).

Elections locales pour les conseils des villes, districts et province (20 septembre et 10 octobre 2003) : caractérisé par une abstention élevée, ce scrutin a été marqué par de nombreuses manipulations et violations de procédure.

Elections législatives des 19 septembre et 3 octobre 2004 : *Otan* (42 sièges), coalition AIST (11), *Asar* (4), *Ak Zhol* (1), Parti démocratique du Kazakhstan (1) et indépendants (18)³². Douze partis étaient en lice, dont trois d'opposition : CDK, Parti communiste du Kazakhstan et *Ak Zhol*. La coalition AIST est formée de deux partis de la majorité présidentielle, le Parti agrarien et le Parti civique du Kazakhstan. L'OSCE a déclaré que ces élections n'avaient pas été, à de nombreux égards, conformes aux normes démocratiques (plus de 300 observateurs internationaux avaient suivi le scrutin et le dépouillement). L'opposition a dénoncé les fraudes et même le ministre de l'Information, A. Sarsenbaïouly, a démissionné le 20 septembre en signe de protestation.

X. Partis politiques

La vie politique kazakhstanaise est marquée par une profonde apathie de la part de la population, majoritairement rurale. L'écroulement de l'Union soviétique et du régime communiste a engendré une méfiance à l'égard de toute forme d'activité politique, ce pourquoi les partis politiques, malgré l'engouement qui a suivi l'indépendance, jouent un rôle mineur. Devenir membre d'un parti implique par ailleurs de fournir divers renseignements personnels aux autorités (date et lieu de naissance, adresse personnelle et celle de l'employeur, ...), raison pour laquelle de nombreux citoyens hésitent à s'engager. L'opposition bénéficie cependant du soutien d'organes de presse dans le pays et de réseaux solides à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

La vie politique se résume en fait presque exclusivement aux luttes de pouvoir entre les hordes qui composent l'ethnie kazakhe, lesquelles regroupent les clans, constitués eux-mêmes par des alliances de famille. L'appartenance à l'une ou l'autre des hordes gouverne la répartition des pouvoirs au sein de l'Etat et ce sont les membres de la Grande Horde qui sont en général appelés à exercer les fonctions dirigeantes. Environ 45% des Kazakhs appartiennent à cette dernière, laquelle est subdivisée en 11 clans et dominante surtout dans le sud. Nazarbaïev, le ministre des Affaires étrangères, K. Tokaev, et d'autres ministres en font partie. La Horde Moyenne (35% de la population kazakhe ; la capitale se trouve sur son territoire) a l'un de ses représentants au poste de premier ministre. La Petite Horde (ouest du pays) est dirigée par I. Tasmagambetov, secrétaire d'Etat. Tout l'art de Nazarbaïev est d'avoir su conserver un équilibre subtil entre celles-ci.

La Constitution stipule comme droit fondamental la liberté de réunion et d'expression. Cependant, la loi sur la Sécurité nationale restreint cette liberté en définissant comme une atteinte à la sûreté du pays les réunions publiques et manifestations qui ne sont pas déclarées aux autorités locales dans les 10 jours qui précèdent. **Ce délai de notification et une procédure compliquée rendent difficile l'organisation de réunions publiques et de manifestations.**

³² Elections around the world, 20/10/2004, Election world.org.

Les dirigeants de l'opposition peuvent être, davantage que le simple militant, victimes d'actes de violence (maisons saccagées, documents saisis,...), d'arrestations et de gardes à vue arbitraires. Des personnalités politiques ont été à plusieurs reprises agressées par des inconnus, sans que jamais les coupables n'aient été retrouvés. En août-septembre 2001, le procès par contumace de A. Kajegueldine a permis de disqualifier définitivement l'adversaire principal de Nazarbaiev. Sa fortune personnelle lui permet néanmoins de continuer à financer les journaux ou les sites Internet et de faire un lobbying actif dans les capitales occidentales. Le gouvernement a renforcé ses mesures de harcèlement (surveillance, écoute téléphonique...) après la création du Choix démocratique du Kazakhstan (CDK) en novembre 2001.

En 2002, au moins deux organisations se sont vues refuser la permission d'effectuer un rassemblement : le CDK à Pavlodar en janvier et un collectif de retraités de la ville de Petropavlovsk en avril. L'arrestation de Mukhtar Abliazov et Galimjan Jakianov, tous deux mis en cause pour abus de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions, a eu lieu des années après les faits qui leur sont reprochés, mais peu de temps seulement après la création du CDK. Leur condamnation en juillet 2002 est l'illustration du durcissement du régime de Nazarbaiev à l'égard de l'opposition. Le 19 juillet, plusieurs responsables du *Pokoleniye*, dont Irina Savostina, ont été placées en garde à vue pour avoir manifesté sans autorisation. Néanmoins, le CDK, *Ak Zhol* et le PDU ont obtenu des autorisations à Almaty et dans d'autres villes durant toute l'année, y compris pour les manifestations qui ont eu lieu à Pavlodar, Almaty et Astana durant les procès des dirigeants du CDK.

Une nouvelle loi sur les partis politiques a été adoptée en juillet 2002 : les formalités prévues dorénavant pour l'enregistrement des partis menace la survie des plus petits d'entre eux. Il est en effet stipulé qu'un parti ne pourra être enregistré que s'il compte 50 000 adhérents (au minimum 700 dans chaque *oblast*), au lieu de 3 000 auparavant. Un parti pourra par ailleurs être dissous s'il échoue deux fois de suite à être représenté au Parlement. La nouvelle loi interdit également les partis fondés spécifiquement sur la race, la confession et le sexe.

Le processus de réenregistrement auprès du ministère de la Justice s'est achevé le 19 avril 2003. Sur les 19 partis officiellement enregistrés auparavant, 11 seulement ont sollicité leur réenregistrement (*Ak Zhol*, *Otan*, Parti civique, Parti communiste, Parti agrarien, Parti démocratique des femmes, Parti des patriotes du Kazakhstan, *Alach*, Parti de la renaissance, *Aul* -village- et le Parti des compatriotes -ex Parti russe du Kazakhstan-). Seuls 8 de ces partis, *Ak Zhol*, *Otan*, Parti civique, Parti agrarien, Parti des compatriotes, *Aul*, *Rukhaniyat* -ex Parti de la renaissance- et le Parti communiste, ont rempli les conditions requises. Deux partis présidentiels, *Otan* et le Parti coopératif du peuple, ont annoncé qu'ils allaient fusionner pour répondre aux nouveaux critères. *Alach* s'est vu refuser le réenregistrement en mars 2003. Trois partis d'opposition, PRPK, *Azamat* et le PCPK, ont annoncé en septembre 2003 qu'ils fusionneront et qu'ils boycotteront la nouvelle loi en ne demandant pas le réenregistrement auprès du ministère de la Justice. La plupart des petits partis ont résolu d'ignorer les nouvelles dispositions législatives pour appeler à se regrouper. Les autorités, pour leur part, disent ne pas redouter la formation d'un parti unifié d'opposition, mais souhaitent au contraire la constitution d'un système bipartite sur le modèle américain.

Durant l'année 2003, le PRPK et le CDK ont été victimes de pressions. Des poursuites judiciaires pour fraude fiscale ont été lancées à l'encontre de l'un des dirigeants du PRPK. En juillet puis en août, deux décisions judiciaires interdisent au CDK toute activité au niveau régional puis national, pour défaut d'enregistrement. En décembre 2003, un neuvième parti politique a été enregistré : *Asar* (Ensemble) dirigé par Dariga Nazarbaiev, la fille de Nazarbaiev. Celle-ci pourrait obtenir un siège lors des élections législatives prochaines et être élue ensuite à la présidence du *Majlis*, d'où elle pourrait être amenée à assurer l'intérim présidentiel en cas de vacance ou d'empêchement de son père.

En 2004, durant la période préélectorale, les deux grands leaders de l'opposition, G. Jakianov (CDK) et B. Abilov (*Ak Zhol*) se sont vus refuser l'enregistrement de leur candidature à cause de leurs condamnations. Les deux partis ont été confrontés à de nombreuses ingérences des pouvoirs locaux dans leur campagne électorale et l'organisation de manifestations. Plusieurs arrestations de militants ont également eu lieu. Malgré tout, **le CDK a été le dixième parti politique officiellement reconnu, en mai 2004**. Le Parti communiste du peuple du Kazakhstan (KNPK) et le Parti démocratique du Kazakhstan ont été enregistrés respectivement en juin et en juillet 2004. Une nouvelle coalition d'opposition appelée « Conseil de coordination des forces démocratiques » (KSDS) a été créée en octobre 2004 par le Parti communiste du Kazakhstan, le CDK et *Ak Zhol*.

Ak Zhol (Voie lumineuse) : parti d'opposition, centriste, fondé début 2002 par des hauts fonctionnaires membres de l'aile modérée du CDK et très au fait des arcanes du pouvoir. Possède deux hebdomadaires, à couverture nationale. Défend les entrepreneurs et la classe libérale qui a profité des réformes. Il a été officiellement enregistré selon les nouveaux critères. **Dirigé par Bolat Abilov et Alikhan Baimenov**. A obtenu 1 siège au *Majlis* à la suite des élections de 2004.

Alach (Parti de la liberté nationale Alach) : dirigé par **Sovetkazy Akatayev**. Groupuscule extrémiste kazakh créé en 1990 prônant la solidarité musulmane contre les non-Kazakhs et le panturquisme, il a connu un certain succès au début des années 1990 puis a été marginalisé. Il est devenu par la suite plus modéré. Enregistré officiellement au printemps 1999, il présente deux candidats lors des élections d'octobre 1999. Constitué de représentants des régions rurales et de membres des milieux artistique et scientifique, le parti soutient les programmes de réformes du gouvernement. *Alach* s'est vu refuser le réenregistrement en mars 2003 au motif que c'est un parti ethnocentré. Revendique 10 000 membres.

Asar (Tous ensemble) : créé le 25 octobre 2003. **Dirigé par Dariga Nazarbaiev**, la fille du Président. Nouveau parti pro présidentiel, il s'adresse plutôt aux jeunes et aux partisans des réformes. A obtenu 4 sièges au *Majlis* en 2004.

Aul (Village) : parti paysan social démocrate, **dirigé par Gani Kaliev**. Créé en 2000 après une scission du Parti communiste.

Azamat (Citoven) : dirigé conjointement par **Petr Svoïk, Murat Auezov et Galym Abilsitov**. Avant sa création en avril 1996 par des intellectuels, l'opposition politique dans le pays était absente. Pluriethnique et libéral, *Azamat* préconise le dialogue entre toutes les forces progressistes. Pour avoir organisé de nombreuses manifestations, plusieurs de ses dirigeants ont été placés en garde à vue en août 1996 ; d'autres formes d'intimidation ont été également exercées. En novembre et décembre 1996, deux rassemblements du parti de plusieurs milliers de personnes dénonçant la baisse du niveau de vie ont cependant pu avoir lieu. Petr Svoïk et un dirigeant d'un mouvement écologiste, Mels Iéléoussizov, ont été placés

en détention administrative pendant trois jours en octobre 1998 pour avoir tenu un meeting non autorisé sous les auspices de l'association « Pour des élections équitables au Kazakhstan ». Enregistré en 1999.

Azat (Parti républicain du Kazakhstan) : petit parti nationaliste kazakh fondé en novembre 1992 après la fusion de trois organisations : le Mouvement *Azat* (« Liberté »), qui avait été créé en été 1990, le Parti républicain et le *Jeltoksan* (« Décembre »). Son président est **Kamal Ormantaiev**.

Choix démocratique du Kazakhstan (CDK) : parti réformateur favorable à davantage de transparence et de décentralisation constitué en novembre 2001 par le vice-Premier ministre, le ministre du Travail, les vice-ministres des Finances et de la Défense, et plusieurs parlementaires et hauts fonctionnaires. La plupart de ses membres appartiennent à la Horde Moyenne. Des clivages se font rapidement jour, entre une aile modérée, essentiellement représentée par les partisans d'une coopération avec le pouvoir pour faire avancer les réformes, et une aile plus radicale, menée par Mukhtar Abliazov (ancien ministre de l'Energie, de l'Industrie et du Commerce, président de l'une des plus grandes banques du pays et contrôlant un important groupe industriel et financier) et Galimjan Jakianov (ancien gouverneur de la province de Pavlodar) dont les deux mots d'ordre sont la libéralisation de la presse et l'élection des gouverneurs au suffrage universel direct. Mukhtar Abliazov et Galimjan Jakianov ont tous deux été mis en cause pour abus de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions. Le premier est interpellé le 27 mars 2002 tandis que le second, au retour d'un voyage en France où il s'était entretenu avec A. Kajegeldine échappe de justesse le 29 mars à une tentative d'arrestation et se réfugie dans les locaux de l'ambassade de France à Almaty, avant de se livrer six jours plus tard pour être placé en résidence surveillée. Ils ont été condamnés à six et sept ans de détention, respectivement en juillet et août 2002, pour abus de pouvoir et détournement de fonds publics. Il semble qu'ils aient été pris pour cibles en raison de leurs responsabilités politiques. L'une des principales figures de la presse d'opposition ralliée au CDK, Sergueï Douvanov, a été emprisonné en 2002 et placé en liberté surveillée en 2004 (cf. chapitre VII). Mukhtar Abliazov s'est vu accorder la grâce présidentielle, a été libéré le 13 mai 2003 et a annoncé qu'il renonçait à toute activité politique. Le CDK est actuellement **dirigé par Asylbek Kozhakhmetov. Il a été officiellement enregistré le 4 mai 2004.** Il compte 72000 membres. Le CDK a formé une coalition avec le Parti communiste du Kazakhstan pour les élections législatives de 2004, laquelle n'a obtenu aucun siège.

Conseil de coordination des forces démocratiques (KSDS) : créé en octobre 2004 par le Parti communiste du Kazakhstan, le CDK et *Ak Zhol*. Le parti *Aul* a aussi rejoint cette coalition, comme observateur. Z. Tuyakbai, l'ancien porte-parole au *Majlis* du parti *Otan*, en a été élu président le 6 décembre 2004.

Forum des forces démocratiques : dirigé conjointement par Nurbulat Masanov, du Parti républicain du peuple du Kazakhstan (PRPK), Amirzhan Kosanov et Seidakhmet Kutykadam, président du Mouvement *Orleu*. Créé en 1999.

Front populaire : créé par le Parti communiste, le Parti socialiste, *Lad* et le Mouvement ouvrier avec le parti *Azamat* lors des élections d'octobre 1999. Dirigé par Galym Abilsitov, co-leader d'*Azamat*, il réclame davantage de démocratie, la défense des droits sociaux, la décentralisation des organes de pouvoir, la mise en place d'une véritable réforme politico juridique et le respect des droits de l'Homme.

Jeltoksan (Décembre) : enregistré en mars 1990 et dirigé par Khasen Kojakhmetov, un ancien activiste anticommuniste, c'est un parti nationaliste kazakh anti-russe et anti-cosaque.

Mouvement patriotique populaire de la République : créé en juillet 1996 en lieu et place du « Conseil de coordination des mouvements politiques de la République », c'est une coalition de partis d'opposition « constructifs » créée à l'instigation du Parti socialiste, de l'*Azat*, du mouvement Génération et du Parti des travailleurs.

Mouvement pour le Kazakhstan 2030 : parti pro Nazarbaïev créé après les luttes constitutionnelles de septembre/octobre 1998.

Otan (Patrie) : fondé en juin 1999 par Sergei Tereschenko, il est **dirigé par Amangeldy Ermegiyaev**. N. Nazarbaïev en est le président honoraire. Parti au pouvoir. Prône le renforcement de l'Etat pour préserver la stabilité politique et déclare 312 000 membres. Officiellement réenregistré le 10 janvier 2003. A obtenu 42 sièges au *Majlis* en 2004. Z. Tuyakbai, le porte-parole du parti au *Majlis*, a annoncé sa démission le 18 octobre 2004 lors d'une conférence de presse où il a violemment critiqué le déroulement des élections législatives, « non démocratiques » selon lui. Les dirigeants d'*Otan* ont dénoncé ces propos et indiqué qu'il n'y avait pas de risque de scission au sein du parti. Il a rejoint le 26 novembre suivant les rangs de la nouvelle coalition de l'opposition, le KSDS. Le 28 novembre 2004, deux explosions ont eu lieu au siège du parti à Almaty, blessant une personne. Il s'agirait d'un acte de vandalisme³³.

Parti agrarien : dirigé par Romin Madinov. Ses locaux sont à Almaty. Fondé en 1999, défend les droits des paysans et la politique de privatisation des terres. Proprésidentiel. Revendique 25 000 membres. Il a formé une coalition, AIST, avec le Parti civique du Kazakhstan lors des élections législatives de 2004, laquelle a obtenu 11 sièges au *Majlis*.

Parti civique du Kazakhstan (ou Parti des citoyens du Kazakhstan): dirigé par **Azat Peruashev**, premier secrétaire, et **Dyusembay Duysenov**. Proprésidentiel. Fondé en 1998, il aurait 40 000 membres. Membre de la coalition AIST.

Parti communiste du Kazakhstan : Serikbolsin Abdildin, président. A été enregistré fin mars 1994. Deuxième force politique du pays après les élections de 1999. Il revendique 56 000 membres, essentiellement des retraités. En janvier 2003, 5 de ses membres ont été brièvement détenus par la police d'Almaty. Une trentaine de membres de son comité central ont quitté le parti début 2004 pour fonder un nouveau parti, le **Parti communiste du peuple du Kazakhstan (KNPK)**, lequel a été officiellement enregistré en juin 2004. **Dirigé par Vladislav Kosarev**, il revendique 70 000 membres.

Parti du congrès populaire du Kazakhstan (PCPK) : dirigé par **Oljas Suleïmenov** (poète, écrivain, il avait été auparavant le fondateur du mouvement antinucléaire « Semipalatinsk-Nevada ») et **Moukhtar Chahanov**. Fondé en 1991, il souhaite représenter tous les groupes ethniques du pays.

Parti coopératif du peuple : dirigé par **Umirzak Sarsenov**. Fondé en 1994, il prône la défense des droits civils.

Parti démocratique du Kazakhstan : parti proprésidentiel créé en juillet 2004. Dirigé par Maksut Narikbaev et enregistré le 14 juillet 2004. A obtenu 1 siège au *Majlis* fin 2004.

Parti de la Justice du Kazakhstan : Fondé en 1999 et dirigé par **Talgat Zhanabaïev**. Prône le renforcement de l'Etat et une économie de marché socialement orientée.

Parti Orleu : dirigé par **Seydakhmet Quttyqadam**. Candidat à Almaty lors des élections de 1999, ce dernier a été, ainsi que sa famille, harcelé par les services de sécurité et a pratiquement mis fin à ses activités politiques en 2001.

³³ RIDECO, semaine du 29 novembre 2004.

Parti des patriotes du Kazakhstan (PPK) : créé en mai 2000 et dirigé par Gani Kasymov. Parti d'opposition.

Parti de la renaissance du Kazakhstan : pro présidentiel, il est fondé en 1995 et dirigé par Djaganova Altynshash. Devenu le *Rukhaniyat* en octobre 2003.

Parti républicain du peuple du Kazakhstan (PRPK) : (aussi appelé **Parti populaire républicain du Kazakhstan**). Fondé en 1998 et dirigé par Akejan Kajegueldine jusqu'à son exil aux Etats-Unis fin 1998. Ex Premier ministre, celui-ci s'est vu infliger une amende pour avoir participé à un meeting non autorisé organisé par l'association « Pour des élections équitables au Kazakhstan » en octobre 1998, sanction qui l'a empêché de se porter candidat à l'élection présidentielle de 1999. Enregistré en 1999. Kajegueldine a été condamné par contumace en septembre 2001 à 10 ans d'emprisonnement et à une amende de 6,8 millions de dollars pour fraude fiscale, corruption et abus de pouvoir. **Dirigé depuis par Amirzhan Kosanov**, lequel a été condamné le 13 octobre 2003 à un an de prison avec sursis pour évasion fiscale. Son appel n'a pas encore été examiné. *SolDat* est un journal proche du PRPK (cf. chapitre VII).

Parti socialiste du Kazakhstan (PSK) : créé fin 1991 pour remplacer l'ancien Parti communiste, auto-dissous le 7 septembre 1991. **Yermukhan Yertysbaiev** en est son dirigeant. Revendique 50 000 membres.

Parti de l'unité du peuple du Kazakhstan (PUPK) : dirigé par **Noursoultan A. Nazarbaiev** et **Serik Abdrakhmanov**. Parti présidentiel le plus populaire, centriste, il est créé en 1993. Il a pour objectif de « servir de lien entre les groupes ethniques du pays tout en s'opposant à la double nationalité » et s'oppose au nationalisme radical.

Pokoleniye (Mouvement des pensionnés) : dirigé par **Irina Savostina**. Cette dernière et plusieurs autres dirigeants ont été placés en garde à vue en juillet 2002 pour avoir manifesté sans autorisation.

Rabotcheiye Dvijenye (Mouvement des travailleurs) : **Madel Ismaïlov**, président de ce groupe d'opposition, a été reconnu coupable d'atteinte à l'honneur et à la dignité du président pour ses propos lors d'une manifestation à Almaty en novembre 1997 et condamné à un an d'emprisonnement en avril 1998. Il avait été une première fois détenu pendant trois mois et demi en 1997 à la suite d'accusations analogues et maltraité. Il a été une nouvelle fois emprisonné en septembre 1999 et détenu un an.

Rukhaniyat (Spiritualité) : auparavant appelé Parti de la renaissance du Kazakhstan, il a été officiellement enregistré en octobre 2003.

Yel Dana (Sagesse de la nation) : auparavant dénommé Parti démocratique des femmes, il a changé de nom pour se conformer à la nouvelle loi. Il a annoncé qu'il remplira les conditions nouvellement imposées.

Organisations russes :

Lad (Concorde) : Mouvement nationaliste de défense des minorités slaves, couplé d'une organisation socioculturelle, il est fondé en 1992 et a obtenu 4 sièges au Parlement en 1994. Se présente depuis lors aux élections au sein de coalitions. **Dirigé par Alexandra Dokutchaeva.** Il revendique 30 000 membres. L'un de ses responsables, A. Suchanikov a dû quitter Oskemen et se réfugier en Russie après avoir été agressé en 2000.

Union cosaque : formée à la fin des années 1990, elle est basée dans l'est du pays. Au milieu des années 1998, elle échappe de peu à une interdiction car ses membres portaient le costume traditionnel cosaque.

Le 14 janvier 2001, nombre d'organisations russes et cosaques se sont rassemblées pour créer le **Parti russe du Kazakhstan**, dont l'objectif est d'obtenir pour ce groupe national, constituant près de 30% de la population, une représentation proportionnelle dans l'administration et au gouvernement. Ce parti, officiellement enregistré en avril 2002, revendique une participation égale et équitable de toutes les communautés dans le pays. Son président, Gennadi Belyakov annonçait 3000 membres en mai 2002. Le parti a changé son nom en **Parti des compatriotes** en juillet 2003 pour se conformer à la nouvelle loi et a annoncé en décembre qu'il avait dépassé les 50 000 membres.

De religion orthodoxe et de langue slave, **les Cosaques** (du russe *kazakh*), cavaliers majoritairement russes et ukrainiens apparurent au XIV^{ème} siècle sur les confins de la Moscovie où ils furent d'abord chargés de la conquête en Sibérie et en Asie centrale puis de la garde des marches de la Russie.

Les autorités kazakhes, craignant après l'indépendance le risque de sécession des territoires du nord à majorité russe, ont soupçonné les Cosaques de masquer leurs aspirations séparatistes sous un discours de défense linguistique et spirituelle. Les revendications autonomistes ou indépendantistes provenaient surtout de groupes paramilitaires, lesquels exigeaient à l'époque le droit de porter librement des armes. Considérés comme menaçant l'intégrité territoriale du pays, ils ont été déclarés illégaux, à l'exception d'une seule organisation cosaque, la **Société d'aide aux Cosaques Semieretchie**. Cette dernière a été cependant poursuivie avec acharnement. Les dirigeants de ces organisations ont été les principales victimes de la politique répressive du gouvernement entre 1994 et 1996. Nicolai Gunkin, dirigeant des **Cosaques Semieretchie du Kazakhstan**, un groupe paramilitaire, a été arrêté le 28 octobre 1995 à Almaty pour avoir tenu un rassemblement sans autorisation officielle le mois de janvier précédent, afin, selon ses partisans, de l'empêcher de se porter comme candidat aux élections législatives de décembre 1995. Maltraité durant sa détention, il a été libéré de prison le 27 janvier 1996. Ces organisations, issues en partie des mouvements cosaques, eux-mêmes reconstitués à partir de leur structure paramilitaire, ont pour revendication la double nationalité et le russe comme seconde langue d'Etat. Elles ont vu leurs activités interdites pendant six mois à partir de mars 1996 et ont été mises à l'amende pour avoir prôné la réunification de l'URSS et de nombreuses réunions ou manifestations ont été interrompues violemment et suivies d'arrestations. Trois Cosaques, arrêtés en septembre 1996 pour avoir assisté à une rencontre publique vêtus d'uniformes traditionnels, ont été condamnés à 15 jours de détention. La dernière action violente d'envergure de séparatistes cosaques et russes a été le soulèvement armé de novembre 1999 à Ust-Kamenogorsk et dans plusieurs villes du nord et de l'est : 14 d'entre eux ont été accusés de séparatisme et

condamnés à 18 ans d'emprisonnement, avant de voir leurs peines réduites en juillet 2000 pour 7 d'entre eux, y compris le responsable.

Ces différentes organisations n'ont pas été suivies par la population, opposée à ce type d'actions. La majeure partie des Russes ainsi que l'Eglise orthodoxe ont une image péjorative des Cosaques et ne voient en eux qu'un folklore désuet. Les Cosaques tentent actuellement de recouvrer un rôle majeur dans la défense de leur culture et des droits des Russes. Trois anciennes associations cosaques, **Oural**, **Orenbourg** et **Sibérie**, sont installées dans le nord et seule la **Société d'aide aux Cosaques Semieretchie** est présente dans tout le pays. Pour se faire, elle a dû se rallier aux objectifs du gouvernement.

Mouvements islamistes :

Hizb ut-Tahrir (HT- Parti de libération islamique): fondé en Arabie Saoudite et en Jordanie en 1953 par Cheikh An-Nabhani, il a pour objectif de créer un Etat islamique unique couvrant l'ensemble du monde musulman. Dirigé à l'heure actuelle par le Palestinien Cheikh Zaloom, il a pour principal centre Londres et est riche et bien organisé (il est divisé en cellules ou *daira*). Considéré comme organisation terroriste, il est interdit dans de nombreux Etats d'Asie centrale. Le HT veut officiellement un « djihad non violent ». Il s'est introduit récemment au Kazakhstan. En 2001, pour la première fois, la police a arrêté des activistes dans le sud. Selon Human Rights Watch, une vingtaine de ses militants ont été arrêtés en 2001 et 2002. L'un d'eux, K. Biyembetov, est décédé en détention à la suite de mauvais traitements de la part d'agents du KNB le 6 novembre 2001, onze jours après son arrestation (les agents responsables de sa mort ont été révoqués). Des brochures du HT sont apparues dans des milliers de boîtes aux lettres d'Almaty le 6 juillet, jour officiel de l'anniversaire de Nazarbaiev, qui venait d'inciter les Kazakhs à résister à l'islamisme radical. Le HT se serait rapproché du MIO en 2003. Selon le Département d'Etat américain, les autorités ont procédé à l'arrestation d'une douzaine de militants du HT. Dans la plupart des cas, les détentions sont de courte durée. Le 7 juillet 2003, deux militants du HT ont été condamnés à 3 ans d'emprisonnement par le tribunal de district d'Almaty ; leur appel a été rejeté le 19 août suivant. En avril 2004, un autre militant, R. Ibadoulaiev, a été condamné par le tribunal de Chymkent à 4 ans de détention pour incitation à la discorde ethnique et religieuse. En juillet et août 2004, trois autres militants du HT ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir distribué des tracts de l'organisation. Les autorités ouzbèkes considèrent que des membres du HT s'entraînent dans des camps situés dans le sud du Kazakhstan, ce que dément Astana.

Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MOI -IMU en anglais-): groupe islamiste armé proche d'Al-Qaida³⁴ apparu au début des années 1990 dans la vallée du Ferghana en Ouzbékistan. Lié aux taliban, il s'est replié en Afghanistan puis, après l'intervention américaine, au Pakistan. Il revendique la création d'un état islamique d'Ouzbékistan, pratique les enlèvements et les meurtres de civils et tire profit du trafic de drogue. Dirigé par Djumaboï (ou Juma) Khodjiev dit Namangani jusqu'à sa mort en novembre 2001 et Tahir Yuldashev. Le MIO a pris le nom de **Mouvement islamique du Turkestan** pour ne plus apparaître comme strictement ouzbek. Ses effectifs sont estimés entre 2000 et 6000 hommes. S'il ne semble pas impliqué au Kazakhstan, des Kazakhs en sont membres. Une dizaine de ses membres ont été arrêtés à Almaty en juillet 2003. Il a été interdit par la Cour suprême le 15 octobre 2004.

³⁴ « Asie centrale, champ de guerres: cinq républiques face à l'islam radical », Ahmed Rashid, Autrement, 2002 (chapitres 7 et 8).

XI. Syndicats

La liberté syndicale est inscrite dans la Constitution. Mais la loi place de nombreux obstacles à l'obtention d'un statut légal : un syndicat doit se faire enregistrer à la fois auprès des autorités judiciaires de l'*oblast* et du ministère de la Justice et compter au minimum 10 membres. Le coût de l'enregistrement est de surcroît élevé, environ 150 euros, montant qui rend la création de sections syndicales dans les petites entreprises quasiment impossible. En 2002, 20 nouveaux syndicats ont été toutefois enregistrés.

Les employeurs tirent profit du code du travail adopté en décembre 1999, lequel offre une moindre protection des droits des travailleurs et facilite les licenciements en supprimant l'obligation d'obtenir l'autorisation du syndicat pour mettre fin à un contrat. Ils ne sont pas tenus d'autoriser un syndicat à se réunir dans les locaux de l'entreprise. La pratique consistant à créer un syndicat ou une organisation de travailleurs « maison » est répandue. Enfin, les pratiques antisyndicales sont fréquentes : des syndicalistes ont été rétrogradés, licenciés et menacés.

Fédération des syndicats du Kazakhstan : vestige des anciens syndicats officiels soviétiques, c'est le plus important regroupement de syndicats du pays : il aurait 2 millions d'adhérents (siège à Almaty). Président : Siyazbek Mukashev.

Confédération des syndicats libres : son siège est à Almaty ; elle est dirigée par Leonid Solomin. Auparavant nommé **Centre indépendant des syndicats du Kazakhstan**, il revendique 320 000 membres.

Le gouvernement exerce une influence importante sur ces deux principaux regroupements de syndicats du pays.

Le droit de grève est reconnu par la Constitution, mais partiellement restreint pour les entreprises où « la production se fait en continu ». Pour être légale, une grève doit être notifiée à l'employeur au moins 15 jours avant son déclenchement et la procédure est longue et fastidieuse.

XII. Associations et groupes de défense des droits de l'Homme

Le fait associatif a vu le jour durant la période de la *perestroïka* et a donné lieu à la création de « sociétés » et « cercles » par des intellectuels. Après l'indépendance, ces regroupements ont été légalisés et se sont multipliés. La liberté d'association, garantie par la Constitution, est limitée par un certain nombre de restrictions et de contrôles. Les organisations qui ont des activités publiques, tiennent des meetings et disposent de comptes bancaires, doivent être déclarées au niveau national. Pour le faire, elles doivent avoir au moins 10 membres et avoir des branches dans plus de la moitié des *oblasts*. Au niveau local, l'enregistrement nécessite au moins 10 membres.

Un nombre important d'organisations locales et internationales de défense des droits de l'Homme sont présentes : elles enquêtent et publient leurs rapports sans difficulté. Les forces

de sécurité (KNB) les surveilleraient néanmoins et les conversations téléphoniques des responsables seraient placées sous écoute.

Les **associations culturelles** consacrées à l'apprentissage des langues et la préservation des traditions folkloriques sont très nombreuses.

Association des Ouïghours : association culturelle dirigée par Kakharman Khozamberdi.

Comité permanent du Congrès national du Turkestan de l'Est : basé en Allemagne, il a une représentation au Kazakhstan. Milite pour l'indépendance de la région autonome du Xinjiang en Chine.

Communauté russe du Kazakhstan (Russkaya Obshchina) : la plus ancienne et la plus importante association de défense des droits de la communauté russe. Enregistrée officiellement le 18 mars 1999, elle est présente dans tous les *oblasts* du pays. Considérée par les autorités comme un interlocuteur privilégié. Elle est dirigée par Yuri Bunakov.

Fondation Nouzougoum : association d'aide aux femmes et aux enfants ouïghours du Xinjiang et d'Asie centrale, dirigée par Dilbirim Samsakova jusqu'à son assassinat en juin 2000.

Groupes de défense des droits de l'Homme :

Bureau international du Kazakhstan pour les droits humains et l'Etat de droit : l'une des principales organisations de défense des droits de l'Homme, dirigée par Ievgueni Jovtis (auparavant nommé Bureau Kazakho américain des droits de l'Homme), avec la Commission Almaty Helsinki.

Globe : réseau kazakh d'observateurs indépendants.

XIII. Justice

1) Généralités

Le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire est inscrit dans la Constitution. Mais, dans la pratique, celle-ci est compromise par plusieurs autres dispositions constitutionnelles qui établissent un **lien organique entre les pouvoirs judiciaire et exécutif**. La justice est très largement sous le contrôle du président qui désigne le procureur général (avec le consentement du Sénat), ainsi que les juges d'*oblast* et les juges locaux. Il propose aussi au Sénat les candidats à la Cour suprême. L'ingérence du pouvoir exécutif a été renforcée par la loi du 9 août 2002 autorisant le procureur général de la République à suspendre une décision du tribunal.

En 1996, les codes de procédures civile et criminelle sont révisés (l'ancien système soviétique était demeuré en vigueur jusque là) et, **en juillet 1997, un nouveau Code pénal est promulgué** (entré en vigueur en janvier 1998).

La **corruption** est présente à tous les niveaux : juges et procureurs sollicitent des pots-de-vin en échange de décisions favorables dans nombre d'affaires criminelles. Les juges sont mal rémunérés, même s'ils comptent parmi les fonctionnaires les mieux payés du pays : un juge

de district gagnant environ 45 000 tengues par mois (moins de 300 euros) et celui d'un tribunal d'*oblast*, 75 000 (moins de 500 euros).

Les procédures judiciaires des tribunaux se déroulent en kazakh et en russe principalement.

2) Structure

Trois degrés de tribunaux : les tribunaux de district, les tribunaux des *oblasts* et la Cour suprême. Les tribunaux de district s'occupent des crimes mineurs, comme le vol et les actes de vandalisme ; les tribunaux des *oblasts* entendent les affaires plus graves telles que les meurtres, les vols qualifiés et les activités liées au crime organisé ; ils servent aussi de cour d'appel aux tribunaux locaux. Quant à la **Cour suprême**, qui compte 44 membres, elle fait office de cour d'appel pour les tribunaux des *oblasts*. Un tribunal d'arbitrage, réglant les différends entre les entreprises et l'Etat, et une juridiction militaire existent également.

Le **Conseil constitutionnel**, créé par décret présidentiel en janvier 1996 et remplaçant la Cour constitutionnelle, est l'organe judiciaire suprême. Parmi ses 7 membres, 4 sont nommés conjointement par le *Majlis* et le président et 3 par ce dernier, pour une durée de six ans. Le conseil ne peut contourner un veto présidentiel que si 5 de ses membres le votent. Le Conseil est investi du pouvoir d'interpréter la Constitution, d'établir la constitutionnalité des lois adoptées par le Parlement et de juger les contestations d'élections et de référendums.

Les procès sont publics, à l'exception de ceux mettant en cause la sécurité de l'Etat. L'accusé a droit à un avocat à partir du moment « de son arrestation, de sa détention ou de son accusation » et ce droit est en général respecté. Il existe un système d'aide juridictionnelle. Le déroulement du procès par contumace d'Akejan Kajegueldine en 2001 a été symptomatique des procès d'hommes politiques : manque de preuves, témoignages à charge uniquement, défense assurée par un avocat nommé d'office qui n'avait pas une seule fois rencontré son client.

3) Peine de mort

Après plusieurs déclarations de Nazarbaiev, de membres du gouvernement et du nouveau commissaire aux droits de l'Homme en faveur de l'abolition de la peine capitale durant l'année 2002, un **décret présidentiel du 18 décembre 2003 a instauré un moratoire sur la peine de mort**. Entré en vigueur immédiatement, il est applicable jusqu'à ce qu'une loi soit promulguée sur l'abolition définitive de la peine capitale, prévue fin 2004 (le nouveau Code pénal avait déjà réduit le nombre d'infractions passibles de la peine de mort).

En 1995, selon les chiffres officiels, 63 personnes ont été exécutées. En 1996, il y a eu 50 condamnations à mort et 12 exécutions. En 1997, 56 condamnations à mort ont été prononcées : au moins 8 ont été commuées et 35 exécutions ont eu lieu. Depuis fin 1998, les autorités n'ont pas publié de statistiques sur les condamnations à mort et sur les exécutions, alors que le Kazakhstan fait partie de l'OSCE, laquelle exhorte ses membres à publier les informations concernant son application. Selon les derniers documents officiels publiés, 56 condamnés à mort en 1997 ont introduit un recours devant la Commission des grâces : 8 ont abouti. Aucune exécution n'a été rapportée en 1998. La presse kazakhe a fait état, sans citer

ses sources, de 63 exécutions en 1999, de 40 en 2000 et de 39 en 2001 et une télévision privée du pays a indiqué lors d'un reportage diffusé en novembre 2000 qu'il y avait entre 40 et 60 exécutions chaque année. Amnesty International a annoncé en novembre 2003 que 5 personnes avaient été exécutées.

La législation prévoit que les familles des condamnés à mort ne sont pas informées de la date d'exécution, ne l'apprennent qu'une semaine après, n'ont pas le droit de récupérer le corps et ne sont pas tenues d'être informées du lieu d'inhumation pendant un délai de deux ans.

4) Loi d'amnistie

En juin 1996, le gouvernement a décrété une amnistie en faveur d'environ 20 000 détenus, soit environ le quart de la population carcérale du pays. Cette mesure répondait essentiellement à des préoccupations d'ordre budgétaire. Cependant, seuls 8 500 d'entre eux ont été libérés. Une nouvelle amnistie générale, décrétée fin 2001 pour le dixième anniversaire de l'indépendance du pays, a permis la libération de plus de 10 000 prisonniers durant toute l'année 2002.

5) Homosexualité

Considérée comme un délit selon l'article 104-1 de l'ancien code pénal soviétique, l'homosexualité entre adultes consentants a été dépénalisée lors de la promulgation en juillet 1997 du nouveau Code pénal. Seules les « relations homosexuelles non consentantes utilisant la force et avec mineur » sont punies (article 121-23). Si depuis lors les homosexuels ne font pas l'objet de persécutions de la part des autorités, les discriminations dans le monde du travail, notamment dans l'éducation et les forces armées, sont courantes. Les homosexuels détenus et ceux atteints du sida peuvent faire l'objet de harcèlement et de mauvais traitements.

XIV. Service militaire

Le service militaire est obligatoire et dure entre 12 et 18 mois selon les forces armées. **Age d'incorporation : 18 ans** (loi de 1993)³⁵. La réforme de l'armée débutée en 1999 prévoit d'accélérer sa professionnalisation et de réduire à un an le service militaire avant 2005. Selon un décret de mars 1995, les conscrits deviennent automatiquement des réservistes à l'issue de leur service (jusqu'à l'âge de 49 ans). Un sursis jusqu'à 27 ans est possible pour les étudiants.

L'exemption est possible pour raisons médicales et familiales (en 2002, 33% des conscrits ont bénéficié d'un sursis et 12% ont été réformés pour raisons de santé³⁶) et pour appartenance à des ordres religieux enregistrés (article 16 de la loi de 1993). Les cas d'exemption relevant de cet article sont cependant très rares.

Il n'existe pas d'objection de conscience. Selon le Bureau Kazakho américain des droits de l'Homme, les membres de certains groupes religieux, en particulier les Témoins de Jéhovah,

³⁵ Child soldiers : CRC country briefs, Kazakhstan, juin 2002.

³⁶ Conflict studies research center, « Kazakhstan's armed forces : reform or decay ? », Roger N McDermott, juin 2002.

qui refusent d'accomplir leur service militaire, font l'objet de poursuites judiciaires. Peu de cas sont connus ; en 1994 néanmoins, un Témoin de Jéhovah a été condamné par le tribunal de district d'Almaty à un an d'emprisonnement selon l'article 66 du Code pénal, avant d'être libéré en octobre 1994 à la suite d'une décision du tribunal *d'oblast*.

L'insoumission et la désertion sont passibles de 5 à 7 ans de prison. Elles sont très répandues en raison de la mauvaise situation sanitaire et médicale de l'armée et de la dureté des relations avec les gradés, héritée des méthodes soviétiques. Les régiments militaires sont eux-mêmes responsables de la capture des insoumis et des déserteurs. En 1995, alors qu'environ 40 % des jeunes en âge de faire leur service avaient échappé à la conscription, le gouvernement a annoncé un renforcement des poursuites à l'encontre de ces derniers, puis, en 1997, sa volonté d'améliorer les conditions de vie des appelés. Le Département d'Etat américain fait état de deux décès résultants de mauvais traitements et de près d'une centaine de suicides en 2003.

XV. Forces de sécurité

Les forces armées sont placées sous l'autorité du ministre de la Défense, Mukhtar Altynbaiev. Elles sont constituées en août 2000 de 74 000³⁷ actifs et d'environ 230 000 réservistes. L'armée de terre est composée de 47 000 personnes, l'armée de l'air de 19 000 et la marine, laquelle patrouille sur la Caspienne, de 3000 hommes. Elles sont engagées dans un partenariat militaire avec la Russie, allié traditionnel, la Turquie et les Etats-Unis (un accord de coopération sur cinq ans a été signé en 2003), entraînés avec les forces militaires des autres pays de la CEI par les Russes et procèdent aussi à des exercices avec les Américains et les Britanniques. Si en 1995, presque tous les officiers étaient d'origine russe, le gouvernement met sur pied depuis lors une armée multiethnique.

Les forces de police, composées de quelque 20 000 personnes, relèvent du ministère de l'Intérieur (MVD). Le ministre, Zautbek Turisbekov, nommé le 16 juin 2003 en remplacement de Kairbek Souleimenov, est le premier civil à ce poste. La police est mal rémunérée et corrompue. L'instruction des agents est considérée par les observateurs comme insuffisante.

La garde présidentielle est composée de 2000 hommes et la garde gouvernementale, de 500 hommes.

A son indépendance, le pays a conservé un service de renseignements basé sur les structures de l'ex-KGB. En juillet 1992, il est devenu le **Comité de la sécurité nationale, KNB (Komitet Natsional 'noi Bezopasnosti)**, lequel est responsable de la sécurité nationale, des services de renseignements, de l'espionnage (service nommé *Barlau*) et du contre-espionnage. Le corps des gardes-frontières (12 000 hommes) y est également intégré. Son directeur est directement subordonné au président, lequel le désigne avec le consentement du Sénat. Il a été dirigé successivement par Alnour Mousaiev, Rakhat Aliev, le gendre de Nazarbaiev, (1997), Mahat Tazhin (2001) et Nartai Dutbaiev (2002). Une Commission de la

³⁷ Agency WPS Defense and security, « Kazakh army being reformed », 4 juin 2004.

Sécurité nationale et de la Défense a été créée en décembre 2002 : elle exerce le contrôle parlementaire sur le KNB.

XVI. Agents de persécution

Des atteintes sérieuses aux droits de l'Homme sont perpétrées par **les membres des forces de sécurité, du KNB, des services du ministère de l'Intérieur et des services fiscaux**. S'il n'a pas été rapporté d'assassinat politique ou d'enlèvement de leur part, des décès de prisonniers torturés durant leur garde à vue ou leur détention ont été régulièrement mentionnés par les organisations de défense des droits de l'Homme durant les années 1990. **Gardes à vue arbitraires, viols, mauvais traitements et tortures continuent d'être relevés depuis l'année 2000.**

Le gouvernement reconnaît officiellement l'existence de ces atteintes aux droits de l'Homme et assure que les fonctionnaires qui les commettent sont punis. Selon le ministère de la Justice, une centaine de plaintes environ ont été enregistrées contre des officiers de police durant les huit premiers mois de 2002.

Le 21 décembre 2002, Nazarbaiev a signé des amendements aux codes pénal et de procédure pénale lesquels ont élargi la définition de la torture et ont criminalisé l'usage délibéré de sévices physiques ou psychologiques de la part d'un policier afin d'obtenir des aveux. Ces amendements ont été rédigés avec l'assistance d'organisations de défense des droits de l'Homme.

XVII. Détention et torture

1) Législation et pratique

La Constitution interdit les détentions sans inculpation au-delà de 72 heures ; ces dernières demeurent toutefois une pratique. Avec l'accord du procureur du ministère public, ce délai peut être prolongé 10 jours voire plusieurs semaines. La police par ailleurs ne procède pas toujours à l'enregistrement du nom de la personne arrêtée afin de prolonger la détention jusqu'à plusieurs mois. En 2002, on estime à environ 14 000 le nombre de personnes en détention provisoire, plusieurs milliers de moins que les années précédentes, et en 2003 à moins de 10 000.

La libération provisoire sous caution, la *podpiska*, existe en principe (un accusé peut en bénéficier si deux personnes se portent garantes du fait qu'il ne quittera pas la région), mais elle est rarement utilisée, les accusés restant en détention préventive jusqu'à leur procès (durée maximale d'un an).

Des initiatives ont été prises pour réformer le système carcéral, passé le 1^{er} janvier 2002 sous le contrôle du ministère de la Justice, lequel a depuis lors été actif dans l'amélioration des conditions de détention et a collaboré avec les organisations internationales, notamment l'OSCE. Les centres de détention des détenus en attente de leur procès sont toutefois restés

sous le contrôle du ministère de l'Intérieur qui refuse parfois les visites d'observateurs et de journalistes.

En août 1998, le Kazakhstan a adhéré à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2) Conditions de détention

En avril 1996, les autorités ont reconnu publiquement pour la première fois que les conditions de détention étaient très dures : prisons surpeuplées et insalubres, très grande promiscuité et détenus atteints de tuberculose non séparés des autres. Selon certaines sources, plusieurs dizaines de détenus seraient à cette époque morts de faim ou par manque de soins. Depuis la fin des années 1990, les conditions carcérales se sont améliorées (de nouvelles prisons ont été construites), ainsi que les conditions sanitaires (trois hôpitaux pour tuberculeux ont été installés dans des prisons), excepté en ce qui concerne la propagation du sida. Des ONG locales ont toutefois fait état de l'augmentation des cas de mauvais traitements de prisonniers en 2003. En septembre puis en novembre 2003, plusieurs détenus de la prison de haute sécurité d'Astana ont tenté de se suicider pour protester contre les mauvais traitements dont ils y font l'objet. Quelques responsables de cette prison ont fait par la suite l'objet de mesures disciplinaires ou de licenciements. A la suite d'une série de reportages sur les conditions de détention diffusés par la chaîne de télévision KTK, quatre employés de la prison d'Arkalyk ont été mis en examen pour abus de pouvoir et le directeur de l'établissement fait l'objet de poursuites judiciaires.

Les gardiens de prison sont très peu payés et n'ont pas d'expérience suffisante pour surveiller d'importants groupes de prisonniers. Les actes de violence sont monnaie courante parmi ces derniers. Les détenus peuvent avoir des visites. Le nombre et la durée (de 3 heures à 3 jours) de celles-ci dépendent du niveau de sécurité de la prison et de la peine qu'ils encourent.

Le pays détient l'un des taux d'incarcération les plus élevés au monde (386 détenus pour 100 000 habitants en janvier 2004 selon les Nations unies³⁸) : en 2002, il y avait 65 000 détenus ; en 2003, environ 49 000 et en 2004, 58 300 (capacité maximale des prisons : 81 500).

- Principaux camps et colonies pénitentiaires : Arkalyk, Pavlodar, Petropavlovsk, Jambyl.
- Centres pénitentiaires de haute sécurité : Astana, Dolinka, Uralsk et Arkalyk.
- « Centres de détention au secret pour enquête » : Almaty (n°1), Pavlodar.
- Etablissements pour mineurs délinquants : Aktaou, Aqtobe, Almaty, Karaganda.

Le camp pénitentiaire de Petropavlovsk est considéré comme l'un des pires centres de détention du pays. Selon plusieurs témoignages, les détenus y sont maltraités et ne peuvent recevoir des soins médicaux appropriés. Les tentatives de suicide y sont fréquentes.

3) Torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants

³⁸ International Centre for Prison studies, Prison brief for Kazakhstan, 21 octobre 2004.

Les autorités ont officiellement reconnu que des actes de torture et de mauvais traitements sur des détenus sont **fréquemment commis par les forces de l'ordre, en garde à vue ou en détention provisoire**. Les tribunaux, y compris la Cour suprême, continuent de considérer comme recevables des éléments de preuve basés sur des « aveux » forcés et de prononcer la culpabilité des accusés en se fondant essentiellement sur ceux-ci.

Le Bureau international du Kazakhstan pour les droits humains et l'Etat de droit a rendu publics plusieurs cas de torture durant des gardes à vue (personnes rouées de coups, amenées au bord de l'étouffement, brûlées au fer rouge ou arrosées d'eau froide par temps glacial). Le Comité des Nations Unies contre la torture a estimé en 2001 que les actes de tortures et de mauvais traitements commis par des membres des forces de l'ordre étaient encore nombreux. Il a dénoncé une absence de détermination de la part des autorités judiciaires à mener des enquêtes impartiales sur les allégations de tortures et à engager des poursuites contre les auteurs de ces actes. En 2002, Amnesty International rapporte qu'au moins deux personnes sont mortes en détention provisoire, apparemment des suites de torture.

XVIII. Groupes à risque

La situation des droits de l'Homme est relativement bonne en comparaison des autres pays d'Asie centrale. Le rapport de l'organisation Writenet et de l'UNHCR de juin 2002 estime que « **il n'y a pas de preuve pour dire qu'au Kazakhstan un groupe social, ethnique ou religieux risque des violations sérieuses des droits de l'Homme de la part des autorités ou de groupes non étatiques** ».

Nazarbaiev a créé une Commission présidentielle aux droits de l'Homme en septembre 2002. Si l'OSCE a salué cette mesure, elle a demandé que le mandat du commissaire soit conforme aux normes internationales en la matière, que la commission soit nationale et non gouvernementale, indépendante et impartiale et ait le pouvoir d'enquêter sur toutes les plaintes concernant les violations aux droits de l'Homme.

La corruption, omniprésente dans la vie publique, ainsi que les bas salaires des membres des forces de police et de la justice font que les **personnes victimes de rackets** qui n'ont pas de moyens financiers suffisants ou n'ont pas accès à des réseaux pouvant leur offrir aide et assistance, peuvent être inquiétées. Des femmes seules et de surcroît non kazakhes ont encore davantage le risque d'être victimes d'abus et de tracasseries. Si les **homosexuels** ne font pas depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal l'objet de persécutions de la part des autorités, les discriminations dans le monde du travail, notamment dans l'éducation et les forces armées, sont courantes. Ceux atteints du sida ou emprisonnés peuvent faire l'objet de harcèlement et de mauvais traitements. **Les toxicomanes**, le groupe le plus affecté par le sida, et **les prostitués** continuent de faire l'objet de harcèlement de la part de la police et font l'objet de discrimination dans l'accès à la santé et au logement.

Les **Russes**, de l'indépendance au milieu des années 1990, ont été victimes de discriminations de la part des autorités dans les domaines de l'emploi public, l'éducation et l'hébergement. Certains de leurs dirigeants ont fait l'objet de harcèlement. Ainsi, Boris Supruniuk, le leader du Congrès de la communauté russe, a été arrêté en avril 1994 pour « incitation à la lutte

interethnique » et condamné à deux ans d'emprisonnement en septembre 1994 avant d'être gracié par Nazarbaiev. Le 20 août 1996, Nina Sidorova, chef du Centre russe au Kazakhstan, a été arrêtée et inculpée d'avoir insulté les juges et les gardiens au cours du procès de Nicolai Gunkin en décembre 1995. Elle a été libérée le 22 septembre 1996, grâce notamment à la pression internationale, puis condamnée à une peine de deux ans de prison avec sursis. Elle a bénéficié d'une mesure d'amnistie par la suite. Des représentants d'associations russes ont subi des pressions et ont parfois été agressés. Plusieurs personnes ont été arrêtées lors de manifestations. Le dernier incident marquant a été le soulèvement armé de novembre 1999 à Ust-Kamenogorsk : 14 russes ont été accusés de séparatisme et condamnés à 18 ans d'emprisonnement, avant de voir leurs peines réduites en juillet 2000 pour 7 d'entre eux, y compris le responsable.

Si la **communauté ouïghoure** dans son ensemble ne fait pas l'objet de discrimination de la part des autorités, certains de ses membres, accusés de sympathies pour des mouvements islamistes, d'avoir des contacts ou de soutenir les séparatistes ouïghours du Xinjiang chinois qui veulent créer un « Ouïghouristan », ont été harcelés par les autorités³⁹. Lors d'une opération policière le 28 septembre 2000 contre l'organisation ouïghoure clandestine Est Turkestan, quatre hommes originaires du Xinjiang, recherchés pour le meurtre de deux policiers, ont été abattus à Almaty. De nombreux domiciles de Ouïghours de la région ont été par la suite perquisitionnés. La présidente de la Fondation Nouzougoum, Dilbirim Samsakova a été assassinée en juin 2001. Des ONG ont fait état, depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, de plusieurs cas d'arrestations arbitraires, de tortures ou de mauvais traitements et d'expulsions vers la Chine, où les personnes risquent jusqu'à la peine de mort.

Des membres et, surtout, des **dirigeants de groupes religieux non traditionnels**, comme les Baptistes, les Témoins de Jéhovah, les Mormons et les Hare Krishna, peuvent être harcelés, directement ou non, et inquiétés par les autorités locales. Cependant, en dehors de courtes gardes à vue de Baptistes à Turkestan, il n'y a pas de prisonniers pour des motifs religieux. Le nombre de procès pour non enregistrement de congrégations tend aujourd'hui à diminuer.

Les **dirigeants de l'opposition** peuvent faire l'objet de mesures de harcèlement administratif de la part des autorités et être, davantage que les simples militants, victimes d'actes de violence anonymes (maisons saccagées, documents saisis, menaces), d'arrestations et de gardes à vue arbitraires. Des personnalités politiques ont été à plusieurs reprises agressées par des inconnus, sans que jamais les coupables n'aient été retrouvés. Durant l'année 2003, le PRPK et le CDK ont été victimes de pressions. Les **dirigeants des organisations cosaques** ont été les principales victimes de la politique répressive du gouvernement entre 1994 et 1996. Les **membres du Hizb ut-Tahrir** sont harcelés par les forces de sécurité et peuvent être condamnés à des peines de prison allant jusqu'à 4 ans de prison. Au moins deux douzaines de membres de ce groupe ont été détenus pour avoir distribué des tracts fin 2001 et en 2002 et condamnés jusqu'à quatre ans de prison, selon la presse. Ceux d'origine ouzbek sont extradés en Ouzbékistan, où ils sont condamnés à de longues peines de prison.

³⁹Les condamnations de militants séparatistes ouïghours se font sur la base de trois articles du Code pénal kazakh : articles 235-2 (création et direction d'une organisation criminelle visant à commettre des crimes ou infractions graves), 251-3 (recel de munitions et d'explosifs par un groupe organisé) et 233-3 (terrorisme).

Des responsables syndicaux et d'associations font l'objet de pressions de la part de certaines autorités locales.

Les agressions de **journalistes**, fréquentes et parfois extrêmement violentes, sont commises par des individus dont il est difficile de prouver les liens avec les autorités, bien que la présomption en soit grande. Des journalistes ont fait l'objet de brimades et d'accusations apparemment forgées de toutes pièces. En 2002 une trentaine de cas d'agressions contre des journalistes ou des organes de presse ont été recensés. Deux journalistes ont été agressés en 2003.

XIX. Réfugiés

1) Accueil dans le pays

Peu après l'indépendance, des dispositions ont été prises pour favoriser l'**immigration de Kazakhs vivant à l'étranger**. Ceux-ci ne sont pas considérés comme réfugiés par les autorités, mais comme des *oralmans* (Kazakhs de souche rentrés) : plus de la moitié a obtenu la citoyenneté kazakhstanaise. Ils bénéficient d'un statut préférentiel pour l'obtention d'un emploi et sont exonérés de diverses taxes. Environ 215 000 personnes en provenance des anciennes Républiques soviétiques et de Turquie, Chine, Mongolie, Iran et Afghanistan sont rentrées au Kazakhstan. Le HCR estime à 115 000 le nombre d'entre eux à avoir obtenu la citoyenneté kazakhstanaise. L'USCR⁴⁰ évalue à environ 33 000 le nombre de personnes d'origine kazakhe à être rentrées au Kazakhstan en 2001 et 35 000 en 2002.

Une **Agence pour la migration et la démographie** (AMD) a été créée en décembre 1997. Les autorités ont commencé à enregistrer des demandeurs d'asile en avril 1998 et à déterminer leur statut en consultation avec l'UNHCR et une ONG locale. Le 15 janvier 1999, le gouvernement a ratifié la Convention de Genève de 1951 et son protocole de 1967. L'UNHCR, dont les bureaux se trouvent à Almaty et, depuis le 31 mars 2004, à Astana, estime qu'à la fin de l'année 2002, il y avait un peu plus de 20 500 réfugiés et demandeurs d'asile dans le pays, dont 13 700 Tchétchènes, 3500 Tadjiks, 2200 Afghans et 1100 Palestiniens. Depuis 1998, quelques 960 personnes, dont 98% sont des Afghans, ont été reconnues réfugiées. L'UNHCR a aidé au rapatriement volontaire d'environ 630 Tadjiks et 15 Afghans. Selon l'USCR, les autorités ont accordé le statut de réfugié à 46 demandeurs et en ont rejeté 8 en 2001 ; en 2002, 21 ont obtenu le statut et 8 ont été rejetés. Sur les 800 Palestiniens arrivés en 2001, un petit nombre a demandé le statut : ils ont tous été rejetés.

Un certain nombre de demandeurs d'asile sont exclus de ces procédures en raison de leur nationalité : c'est le cas des Tchétchènes et, de façon plus générale, des ressortissants de la CEI. Les Tchétchènes, s'ils ne sont pas considérés comme des réfugiés selon la Convention de Minsk sur la migration dans les pays de la CEI, se voient toutefois reconnaître un statut de résident temporaire jusqu'à ce qu'ils puissent retourner dans des conditions sûres dans leur pays. C'est aussi le cas des Chinois. Le Kazakhstan et la Chine ont signé un accord en 1999 pour interdire sur leur territoire respectif la présence de séparatistes ouïghours. Si les autorités

⁴⁰US Committee for Refugees.

kazakhstanaises n'acceptent aucune demande d'asile de la part de la population ouïghoure chinoise, elles sont cependant tolérantes à leur égard.

Les autorités ont renvoyé à deux reprises des réfugiés contre leur gré dans des pays où ils risquent d'être persécutés. En février 1999, trois Ouïghours, arrêtés quelques mois plus tôt alors qu'ils tentaient de rentrer dans le pays clandestinement, ont été rapatriés de force en Chine bien qu'ils aient demandé l'asile politique. En 2002, au moins cinq personnes réclamées par l'Ouzbékistan pour des chefs d'inculpation d'extrémisme religieux ont été renvoyées de force dans ce pays. Néanmoins, l'ancien prisonnier politique turkmène Goulgueldi Annaniazov n'a pas été renvoyé au Turkménistan : après s'être vu reconnaître la qualité de réfugié par l'UNHCR, il a été envoyé en Norvège.

La plupart des travailleurs clandestins présents au Kazakhstan sont des ouvriers agricoles en provenance d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan. Ils viennent chercher un travail saisonnier dans le sud du pays. La presse kirghize a fait état en 2003 de la détention de près de 500 Kirghizes, Tadjiks et Ouzbeks pendant quatre jours pour immigration illégale et de leur renvoi vers leurs pays.

Depuis la signature d'un accord de « libre visa » réservé aux citoyens kazakhs et à ceux du Kirghizistan, du Tadjikistan et de la Biélorussie, le nombre de personnes en situation illégale à transiter par le Kazakhstan pour se rendre en Russie a très fortement augmenté. Le pays devient également une plaque tournante pour l'immigration clandestine en provenance de Corée du Nord, de Mongolie et, surtout, de Chine⁴¹ : on estime en 2001 à près de 300 000 le nombre de clandestins chinois⁴². Cette immigration clandestine est un sujet de préoccupation nouveau et croissant pour les autorités kazakhstanaises.

2) A l'extérieur du pays

La dégradation des conditions économiques qui a eu lieu après l'indépendance en 1991 et la politique de kazakhisation discriminante envers les Russes ont provoqué l'émigration de plusieurs milliers d'entre eux (avec un pic de 500 000 en 1994). Leur exode s'est toutefois ralenti à partir de 1997 (200 000 départs). Une baisse importante de l'émigration due en partie à l'amélioration des conditions économiques. En effet, selon le rapport Writenet/HCR, **les émigrants sont à l'heure actuelle principalement économiques** et leur destination première demeure la Russie, suivie par l'Amérique du Nord et l'Union européenne. Peu de ressortissants kazakhstanais demandent l'asile en Russie, même si leur nombre est en augmentation.

En **France**, la demande d'asile kazakhstanaise a débuté au milieu des années 1990 (17 demandes en 1996, 20 en 1997, 28 en 1998 et 34 en 1999)⁴³. Elle augmente nettement entre 2000 et 2002 (195 demandes) et est de 117 en 2003, hors mineurs accompagnants⁴⁴. Le taux global d'admission a dès le départ été très élevé : 53,6% en 1997, 36,4% en 1998, 37,9% en 1999 et 32,2% en 2002. Il a chuté en 2003 : 13,8%. Le taux d'annulation de la Commission

⁴¹ RIDECO, semaine du 5 janvier 2004.

⁴² Sénat, « Rapport de mission effectuée au Kazakhstan et en Ouzbékistan du 7 au 14 avril 2001 ».

⁴³ Forum réfugiés, IV^{ème} rapport annuel, 2004.

⁴⁴ OFPRA, rapport d'activité 2003.

est en général supérieur au nombre d'accords de l'Office (2001 : 3 accords et 17 annulations ; 2003 : 11 accords et 21 annulations). La typologie sociologique de la demande kazakhe est constante : il s'agit dans une très grande majorité de personnes appartenant à la communauté russe. L'origine socioprofessionnelle et le niveau d'études a tendance à baisser. Le nombre de couples et de femmes est important.

En **Belgique**, où environ 2500 Kazakhs ont vu leur demande d'asile rejetée, un programme de retour dans leur pays a été mis sur place dès janvier 2001, et concerne principalement les russophones.

XX. Documents d'identité et déplacements

La carte nationale d'identité n'a pas de durée de validité déterminée.

Le **passport intérieur soviétique** (*Sovietskiy*) était utilisé comme pièce d'identité nationale et le **passport extérieur soviétique** comme document de voyage à l'étranger. Ces deux passeports étaient de couleur rouge. Ils ne sont plus délivrés par les autorités. La *Spravka*, un certificat temporaire délivré par les bureaux des affaires intérieures n'est pas à proprement parler un passeport intérieur.

En février/mars 1995, les premiers passeports kazakhs ont été délivrés. Il y a **trois types de passeports** : régulier (*obshche-grazhdanskiy*) de couleur bleu ciel, officiel (*sluzhebny*) de couleur noire, et diplomatique (*diplomatiicheskiy*) de couleur rouge. Tous ces documents doivent contenir le tampon d'enregistrement *Grazhdanin Respubliki Kazakhstan* (Citoyen de la République du Kazakhstan). Les passeports qui ne l'ont pas ne sont pas valides. Un visa de sortie n'est réclamé que pour les possesseurs de passeports réguliers. Les autorités ont supprimé le visa de sortie en juillet 2001 pour les citoyens quittant temporairement le pays ; il est toujours nécessaire pour les émigrants.

Tous ces passeports ont une écriture dorée en haut de la page de garde, le symbole national au centre et deux phrases, l'une en kazakh, l'autre en anglais, en bas. La mention de l'origine ethnique, laquelle aurait dû être supprimée en 1994, y figure toujours, ainsi que sur la carte d'identité. En effet, selon l'article 19 de la Constitution, les citoyens ont le droit de déterminer s'ils veulent la voir mentionner ou non sur leur passeport. Il n'y a par contre aucune mention concernant la religion. Le document officiel prouvant l'appartenance ethnique d'un individu est le certificat de naissance sur lequel figure l'origine de ses parents.

Cartes d'identité et passeports sont délivrés par le ministère de l'Intérieur (direction de l'intérieur de l'arrondissement du domicile du demandeur) aux ressortissants kazakhstanais âgés au minimum de 16 ans. Ils sont renouvelables à 25 puis à 45 ans. A la demande des parents, un passeport peut être délivré à l'enfant dès sa naissance. Les documents nécessaires à produire pour l'obtention de la carte d'identité et du passeport régulier sont l'acte de naissance, un certificat de domicile et une facture du paiement de la taxe exigée⁴⁵.

⁴⁵Informations recueillies auprès de l'ambassade de France à Almaty (29 mars 2004).

La Constitution garantit la **liberté de circulation** et les citoyens jouissent de la liberté de mouvement à l'intérieur du territoire ainsi que du libre choix du lieu de résidence. Ils doivent cependant s'enregistrer pour prouver une résidence légale et bénéficier des services sociaux de leur localité. La Constitution garantit aux citoyens la liberté de sortir du pays. Celle-ci peut être réduite en cas d'urgence nationale, pour les personnes ayant accès à des secrets d'Etat ou en cas d'enquête et de procédure judiciaire.

Chronologie

1920

26 août Création de la République socialiste soviétique autonome (RSSA) de Kirghizie au sein de la République socialiste fédérative de Russie (RSFSR) : les Russes considéraient les Kazakhs comme Kirghizes afin de les distinguer des Cosaques.

1924 - 1925

Transfert des provinces à majorité kazakhe de la République du Turkestan russe vers la RSSA de Kirghizie.

1925

La RSSA de Kirghizie est nommée RSSA du Kazakhstan.

1929

Alma-Ata devient la capitale de la République. L'alphabet arabe est remplacé par l'alphabet latin.

1936

décembre La RSSA du Kazakhstan devient République socialiste soviétique (RSS) du Kazakhstan.

1940

Un alphabet cyrillique modifié (nombre de lettres plus élevé : 42) remplace l'alphabet latin.

1944

Staline ordonne la déportation au Kazakhstan et en Sibirie de plusieurs centaines de milliers de personnes, en particuliers des Tchétchènes et des Tatars de Crimée, lesquels rejoignent les Allemands de la Volga qui avaient été précédemment déportés. Malgré leur réhabilitation en 1957, la majorité de ces populations est restée au Kazakhstan.

1957 - 1961

A partir du centre spatial de Baïkonour, lancement du premier satellite, le *Sputnik*, le 4 octobre 1957, puis du premier vol habité le 12 avril 1961.

1986

16 décembre Emeutes nationalistes à Alma-Ata : plusieurs morts.

1989

Noursoultan Nazarbaïev est nommé Premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan. Nouvelles émeutes de Kazakhs contre la dégradation des conditions de vie dans la République.

22 septembre Le kazakh devient la langue officielle de la République ; le russe demeure la langue de communication interethnique.

1990

février

Nazarbaïev est élu président du Soviet suprême du Kazakhstan.

25 octobre Le Kazakhstan proclame sa souveraineté, la supériorité de ses lois sur celles de l'URSS, la propriété de ses ressources naturelles et l'interdiction des essais nucléaires.

1991

7/8 septembre Le Parti communiste du Kazakhstan se transforme en Parti socialiste du Kazakhstan (PSK), sans que les personnalités au pouvoir, toutes issues du PCK ne renoncent à leurs fonctions.

1^{er} décembre Noursoultan Nazarbaïev, ancien secrétaire général du PCK, président du Parlement et candidat unique à l'élection présidentielle, triomphe avec 98,8% des suffrages.

16 décembre Le Kazakhstan est la dernière république d'Asie centrale à proclamer son indépendance.

21 décembre A Alma-Ata, le Kazakhstan et 10 autres ex-républiques soviétiques entérinent la disparition de l'URSS et adhèrent à la Communauté des Etats indépendants (CEI). Le 30 décembre suivant, à Minsk, la réunion des présidents de la CEI se termine par la conclusion d'accords sur le commandement unique des forces stratégiques et conventionnelles.

1992

2 mars	Admission du Kazakhstan à l'ONU.
6 mai	Rassemblement en Russie de toutes les armes nucléaires tactiques basées dans les ex-républiques soviétiques, dont le Kazakhstan.
25 mai	Signature avec la Russie d'un traité « d'amitié, de coopération et de bon voisinage » pour une durée de 25 ans, fondement de la mise en place d'une défense commune. Le Kazakhstan s'engage à ne plus disposer d'armes stratégiques sur son territoire d'ici à 7 ans.
Juin	Manifestation à Almaty de 5000 personnes contre la domination continue des anciens communistes au gouvernement.
Octobre	Les trois principaux mouvements nationalistes, <i>Azat</i> (« Liberté »), le Parti républicain et le Parti démocratique national <i>Jeltoksan</i> (« Décembre »), s'unissent pour former le Parti républicain du Kazakhstan, <i>Azat</i> .

1993

Mars	Lancement d'un nouvel et important programme de privatisation.
24 septembre	Le Kazakhstan et 8 autres membres de la CEI signent un accord-cadre ouvrant la voie à une union économique et monétaire, dans laquelle la Russie doit disposer d'un rôle prépondérant.
15 novembre	Création de la monnaie kazakhe, le tengue, avec le soutien du FMI.
28 novembre	Adoption d'une nouvelle Constitution après un an de consultations publiques.
25 décembre	Premier accord pour une location à la Russie du centre spatial de Baïkonour.

1994

7 mars	Premières élections législatives pluralistes organisées depuis l'indépendance. La tension des relations entre Almaty et Moscou, qui défend les communautés russes et cherche à maintenir son influence dans les ex-républiques soviétiques, pèse sur ces élections. Renforcement du camp présidentiel.
11 octobre	Le Premier ministre Sergueï Terechenko, en désaccord avec le président Nazarbaïev sur la conduite des réformes économiques, démissionne. Il est remplacé par Akejan Kajegueldin, lequel s'engage à accélérer l'application des réformes économiques.

17 octobre Signature avec la Turquie d'un traité d'amitié et de coopération.

1995

Janvier Signature avec la Russie d'un accord bilatéral portant sur la libre circulation des citoyens des deux pays.

Février Le Kazakhstan rejoint l'union douanière formée par la Russie et la Biélorussie.

11 mars Dissolution du Parlement, le *Kenges* suprême, par Nazarbaiev, qui s'appuie sur une décision de la Cour constitutionnelle invalidant pour cause d'irrégularité les élections de mars 1994.

25 avril Ogives nucléaires rapatriées en Russie.

29 avril 95,46% des votants approuvent par référendum la prorogation du mandat présidentiel de Nazarbaiev jusqu'en décembre 2000.

17 juin Première visite du chef de l'Eglise orthodoxe russe, Alexis II, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies.

30 août Nouvelle Constitution approuvée par 89% de l'électorat lors d'un référendum. Le *Kenges* suprême est remplacé par un Parlement bicaméral : un Sénat de 47 sièges et le *Majlis*, une assemblée de 77 sièges.

5 décembre Elections sénatoriales.

9 décembre Elections législatives.

1996

Janvier Décret présidentiel créant le Conseil constitutionnel en remplacement de la Cour constitutionnelle.

29 mars Le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et la Biélorussie signent un accord établissant un marché commun, une union douanière et une politique de coordination économique.

Avril Création d'un nouveau mouvement d'opposition : *Azamat* (Citoyen).

Juin Le gouvernement décrète une amnistie en faveur d'environ 20 000 détenus, soit environ le quart de la population carcérale du pays.

Juillet Accord sur la délimitation des frontières signé avec la Chine.

- 17 novembre Environ 500 personnes assistent à Almaty à un rassemblement du mouvement *Azamat* contre la baisse du niveau de vie : les organisateurs, dont Petr Svoïk, sont arrêtés.
- 8 décembre Manifestation, organisée par *Azamat* à Almaty, de quelque 3500 personnes contre le président Nazarbaïev.

1997

- 11 juillet Loi sur les langues : le kazakh est la langue d'Etat et le russe est une langue officielle.
- Août Début du paiement des arriérés des retraites à la suite d'une manifestation importante des retraités en juin 1997. Le Premier ministre Akejan Kajeguelidine est exonéré des accusations de malversations financières par le Comité de sécurité nationale.
- 10 octobre En remplacement d'A. Kajeguelidine, démissionnaire pour cause de santé, Nourlan Balguinebaev, président de la société nationale des pétroles kazakh et ancien ministre, est nommé au poste de Premier ministre.
- Novembre Manifestation à Almaty pour protester contre la « persécution gouvernementale des partis d'opposition ».
- 8 novembre Inauguration de la nouvelle capitale, Akmola.

1998

- Janvier 17 partis politiques annoncent leur soutien aux réformes engagées par Nazarbaïev.
- Janvier Entrée en vigueur du nouveau Code pénal qui avait été promulgué en juillet 1997.
- 6 mai Astana devient le nouveau nom de la capitale et, le 10 juin suivant, une cérémonie d'ouverture y est officiellement organisée.
- Juillet Signature avec la Russie de deux accords mettant fin à de longs contentieux : le premier concerne le tracé de la frontière commune aux deux pays, longue de 6477 kilomètres ; le second est relatif au partage des ressources pétrolières de la mer Caspienne.
- 8 octobre Le Parlement décide d'avancer la date de l'élection présidentielle au 10 janvier 1999.

1999

- 10 janvier Elections présidentielles anticipées : Nazarbaiev obtient 81,7% des voix.
- Oct. / dec. Elections législatives : *Otan* (23 sièges), Parti civique du Kazakhstan (13), Parti communiste (3), Parti agrarien (3), Parti coopératif du peuple (1) et indépendants (34).

2000

- 1^{er} septembre Afin de répondre à la menace islamiste, Nazarbaiev prêche pour la « cohésion et l'unité nationales » et décide de doubler les dépenses militaires.
- 9-10 octobre Visite du président russe V. Poutine : signature d'une déclaration sur la coopération en mer Caspienne qui reconduit les dispositions de l'accord de juillet 1998 sur le partage des zones *offshore* de la partie Nord de la mer, par secteurs nationaux.
- 16 octobre Le Parti républicain du peuple du Kazakhstan (PRPK) déclare qu'il ne participera pas à la table ronde organisée par le gouvernement tant que son dirigeant, A. Kajegouldine, ne sera pas autorisé à y participer.

2001

- 14 janvier Création par plusieurs organisations représentant la communauté russe du Parti russe du Kazakhstan, dont l'objectif est d'obtenir pour ce groupe national constituant quelque 30% de la population, une représentation proportionnelle dans les organes de l'Etat et au gouvernement.
- 1^{er} mars Signature à Astana par l'Azerbaïdjan, les Etats-Unis, la Géorgie, le Kazakhstan et la Turquie d'un mémorandum de principe sur un oléoduc entre Aktaou, Bakou, Tbilissi et Ceyhan.
- 3 avril Loi d'amnistie concernant les personnes coupables d'évasion fiscale. Cette mesure qui est censée favoriser leur rapatriement est valable pendant 30 jours.
- 15 août Début du procès par contumace de l'ex-Premier ministre, A. Kajegouldine, accusé d'abus de pouvoir, de corruption, d'évasion de capitaux et de détention d'armes illégales. Il est condamné en septembre à une peine de 10 ans de prison et à une amende de 6,8 millions de dollars.
- Septembre A. Kajegouldine est condamné par contumace à 10 ans d'emprisonnement et à une amende de 6,8 millions de dollars pour

	fraude fiscale, corruption et abus de pouvoir.
6 septembre	Inauguration de liaisons par ferry sur la mer Caspienne avec l'Azerbaïdjan (Bakou), l'Iran (Nowshahr) et la Russie (Olia).
22-25 septembre	Visite du pape Jean-Paul II.
1-2 octobre	Visite de Nazarbaïev en Allemagne : pourparlers concernant la situation des Kazakhstanais d'origine allemande.
Novembre	Création du parti Choix démocratique du Kazakhstan (CDK).
7 novembre	Le Comité d'Etat pour les migrations et la démographie annonce que le Kazakhstan a perdu 1,5 million d'habitants depuis le début de l'indépendance. Cette évolution est due davantage à la baisse de la natalité (la plus basse d'Asie centrale) qu'à l'émigration, en diminution depuis 5 ans.
Décembre	Visite de Nazarbaïev aux Etats-Unis : accords concernant le contrôle des armements et l'énergie.

2002

17 janvier	Vote d'un amendement à la loi sur la liberté religieuse qui impose aux organisations missionnaires de se faire enregistrer dès leur arrivée au pays.
19 janvier	Meeting du CDK à Almaty réunissant des représentants de nombreux partis de l'opposition ainsi que de toutes les régions du pays : adoption d'une pétition réclamant la tenue d'un référendum sur l'élection des gouverneurs.
28 janvier	Démission du Premier ministre, Kasymjomart Tokaïev, remplacé par Imangaly Tasmagambetov, vice-Premier ministre chargé des questions sociales et des relations ethniques.
20 février	Décret de Nazarbaïev ordonnant la fusion des compagnies Kazakhoil et Kaztransoil en une nouvelle société, Kazmunaigaz, dont il confie la présidence au gouverneur de la région de Manghystaou et la vice-présidence à son propre gendre.
16 mars	Congrès constitutif du parti <i>Ak Zhol</i> (Voie lumineuse), issu du CDK.
24 avril	Visite du Président iranien Mohammad Khatami : signature d'une déclaration d'amitié et décision d'accroître les échanges bilatéraux.
15 juillet	Loi sur les partis politiques, laquelle stipule qu'une formation

politique, pour être enregistrée, doit compter au moins 50 000 adhérents, au lieu de 3 000 auparavant.

- 15/18 juillet G. Jakianov, ancien gouverneur de la province de Pavlodar, et M. Abliazov, ancien ministre de l'Energie, de l'Industrie et du Commerce, responsables du CDK, sont condamnés à 7 et 6 ans de prison pour abus de biens sociaux.
- Septembre Création d'un poste de commissaire aux droits de l'Homme.
- 8 octobre Elections sénatoriales portant sur le renouvellement de la moitié des 32 sièges : Otan en obtient 10, le Parti civique, 1 et les Indépendants, 5.
- 23 octobre Nazarbaiev déclare lors du Deuxième congrès mondial des Kazakhs que son pays souhaite maintenir des liens avec la diaspora, estimée à environ 5 millions de personnes, et que l'islam demeure la principale religion du pays dont elle constitue l'un des facteurs d'unité.
- 29 octobre Visite à Astana d'une délégation de l'OSCE.
- Novembre Création d'un organe consultatif permanent sur les questions de démocratisation. Le CDK et Forum des forces démocratiques y participeront si les charges retenues contre le journaliste indépendant S. Douvanov et les verdicts prononcés à l'issue des procès de MM. Abliazov, Jakianov et Kajegueldine sont annulés.
- 22-25 décembre Visite en Chine de Nazarbaiev : signature d'un traité d'amitié et de coopération.

2003

- 10 février Loi sur la proclamation de l'état d'urgence.
- Février Résolution du Parlement européen dénonçant les violations des droits de l'Homme et de la liberté de la presse et appelant à la libération de journalistes membres de l'opposition comme Sergueï Douvanov et Galimjan Jakianov.
- 13 mai Mukhtar Abliazov, qui s'est vu accorder la grâce présidentielle, est libéré.
- 14 mai La police arrête 58 participants à une manifestation non autorisée dans la ville de Kentaou : 18 d'entre eux ont été condamnés à payer une amende.
- 30 mai Vote par le Parlement de l'envoi d'un groupe d'ingénieurs militaires en Irak.

2-4 juin	Visite du président chinois Hu Jintao.
11 juin	Démission du Premier ministre Imangaly Tasmagambetov, remplacé le 16 juin par Daniyal Akhmetov, ancien gouverneur de la région de Pavlodar.
16 juin	Formation du nouveau gouvernement. Daniyal K. Akhmetov succède à Imangaly Tasmagambetov.
20 juin	Adoption du nouveau Code foncier.
Juillet	Arrestation à Almaty d'une dizaine de membres du Mouvement islamique du Turkestan.
4 juillet	Lois confirmant la ratification des accords de délimitation des frontières avec le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.
Août	Envoi d'un contingent de 27 hommes en Irak.
Septembre	Le Congrès des religions du monde à Astana réunit les représentants des 17 principales religions.
18-19 septembre	Signature à Yalta de l'accord de l'Espace économique unique (SES) entre le Kazakhstan, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie.
13 octobre	Amirzhan Kosanov, responsable du PRPK, est condamné à un an de prison avec sursis pour évasion fiscale.
1 ^{er} novembre	Doublement du quota (porté à 10 000 familles par an) des Kazakhs de souche souhaitant rentrer dans le pays.
18 décembre	Décret présidentiel instaurant un moratoire sur la peine de mort. Entré en vigueur immédiatement, il est applicable jusqu'à ce qu'une loi soit promulguée sur l'abolition définitive de la peine capitale, prévue fin 2004.
29 décembre	Introduction par le Sénat de la peine de prison à perpétuité dans le Code pénal.
23 décembre	Nazarbaiev appelle les organisations internationales et l'OSCE en particulier à cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays, notamment en critiquant sa loi sur la presse.

2004

9 janvier	V. Poutine et Nazarbaiev signent à Astana un accord prévoyant que
-----------	---

	Baïkonour continuera à être loué par Moscou jusqu'en 2050 pour 90 millions d'euros par an.
Mai	Retrait des troupes kazakhes d'Irak. Le CDK est le dixième parti politique officiellement reconnu.
Juin/juillet	Le Parti communiste du peuple du Kazakhstan (KNPK) et le Parti démocratique du Kazakhstan sont officiellement enregistrés.
15-16 septembre	Sommet à Astana des chefs d'Etat des pays membres de la CEI concernant le développement économique et le renforcement de la sécurité.
19 septembre et 3 octobre	Elections législatives : <i>Otan</i> (42 sièges), coalition AIST (11), <i>Asar</i> (4), <i>Ak Zhol</i> (1), Parti démocratique du Kazakhstan (1) et indépendants (18).
28 septembre	Début de la construction d'un oléoduc long de 1000 kms entre le Kazakhstan et la province du Xinjiang à l'ouest de la Chine.
Octobre	Une nouvelle coalition d'opposition appelée « Conseil de coordination des forces démocratiques » (KSDS) est créée par le Parti communiste du Kazakhstan, le CDK et <i>Ak Zhol</i> .
15 octobre	Le Mouvement islamique du Turkestan (ex MIO) est interdit par la Cour suprême le 15 octobre 2004.
17-18 octobre	Sommet au Tadjikistan des pays membres de l'Organisation de la coopération centre-asiatique (OCCA-CACO) : la Russie adhère à l'Organisation.
28 novembre	Deux explosions ont lieu au siège du parti Otan à Almaty, blessant une personne. Il s'agirait d'un acte de vandalisme

Bibliographie

1) Sources

Constitution du 30 août 1995, amendée par la loi N°284 du 7 octobre 1998 (traduction non officielle en anglais).

2) Ouvrages

Poujol Catherine, « Le Kazakhstan », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2000.

Rashid Ahmed, « Asie centrale, champs de guerre : cinq républiques face à l'islam radical », Autrement, Paris, 2002.

3) Usuels

Encyclopedia universalis (CD-ROM 1999).

L'état du monde, de 1996 à 2005.

L'année stratégique 2002, sous la direction de P. Boniface, IRIS, 2001.

Europa, « The Europa world year book 2001 », Europa Publications, Londres, 2001.

4) Revues

« **L'aménagement linguistique dans le monde** » (**Université Laval**), Jacques Leclerc, « Kazakhstan », Québec, TLFQ, 31 décembre 2001.

« **Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien** », « Les ambiguïtés de l'idéologie eurasiste kazakhe : ouverture sur le monde russe ou fermeture nationaliste ? », N°34, juillet-décembre 2002 ; « Entre Russie et Asie centrale : regards croisés sur la minorité russe du Kazakhstan », N°34, juillet-décembre 2002.

« **Le courrier des pays de l'Est** » (**La documentation française**) », « Kazakhstan 2000-2001, succès économiques et consolidation du pouvoir », Tatiana Romon, n° 1020, novembre-décembre 2001 ; « Kazakhstan 2001-2002, les ambiguïtés de la stabilisation », Marie Dumoulin, n° 1030, novembre-décembre 2002 et « Kazakhstan 2003, économie de rente et retour à l'ordre », janvier-février 2004. « Le retour de l'islam en Asie centrale », Habiba Fathi, n° 1024, avril 2002.

5) Rapports

Amnesty international, rapports annuels.

CIA, World factbook.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié (Canada) : « Kazakhstan : événements politiques et situation des minorités », février 1997 et les *Refinfo* concernant le pays.

Confédération internationale des syndicats libres, Rapport annuel des violations des droits syndicaux (2003).

Conflict studies research center, « Kazakhstan's armed forces : reform or decay ? », Roger N McDermott, juin 2002.

Danish Immigration Service, « Fact-finding mission to Kazakhstan », mai/juin 2001.

Département d'Etat américain, « Report on human rights practices », (1995 à 2003) et « Kazakhstan religious freedom report 2003 », 18 décembre 2003, Washington.

Ethnologue, rapport 1998.

Human rights watch, rapport annuels.

International Helsinki Federation for Human Rights, « Kazakhstan », rapport 2003.

Minorities at risk, « Kazakhstan », chronologie 2000, Université du Maryland.

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Information-pays, Kazakhstan, janvier 2003.

Reporters sans frontières, rapports annuels.

Sénat, « Rapport de mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan », 1998 et « Rapport de mission effectuée au Kazakhstan et en Ouzbékistan du 7 au 14 avril 2001 ».

US Committee for Refugees, rapports 2002 et 2003.

War Resisters' International, « Kazakhstan », in « Refusing to bear arms », 28 avril 1998.

Writenet/UNHCR, « Kazakhstan : an overview », juin 2002.

6) Presse

Presse kazakhe et française. Dépêches d'agences.

Chroniques hebdomadaires du RIDECO (Réseau international de recherche, d'information et de documentation sur les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-URSS).

7) Contacts

Ambassade de France à Almaty.

8) Sites Internet

<http://www.eurasianet.org/resource/kazakhstan/> : site d'information et d'analyse concernant les pays d'Asie centrale et du Caucase émanant de l'Open society Institute, une fondation basée à New York parrainée par la Fondation Soros.

<http://www.president.kz/> et *www.amb-kazakhstan.fr/* Sites de la Présidence et de l'ambassade du Kazakhstan en France. Informations et textes de référence sur la vie politique, Constitution, élections, partis politiques...